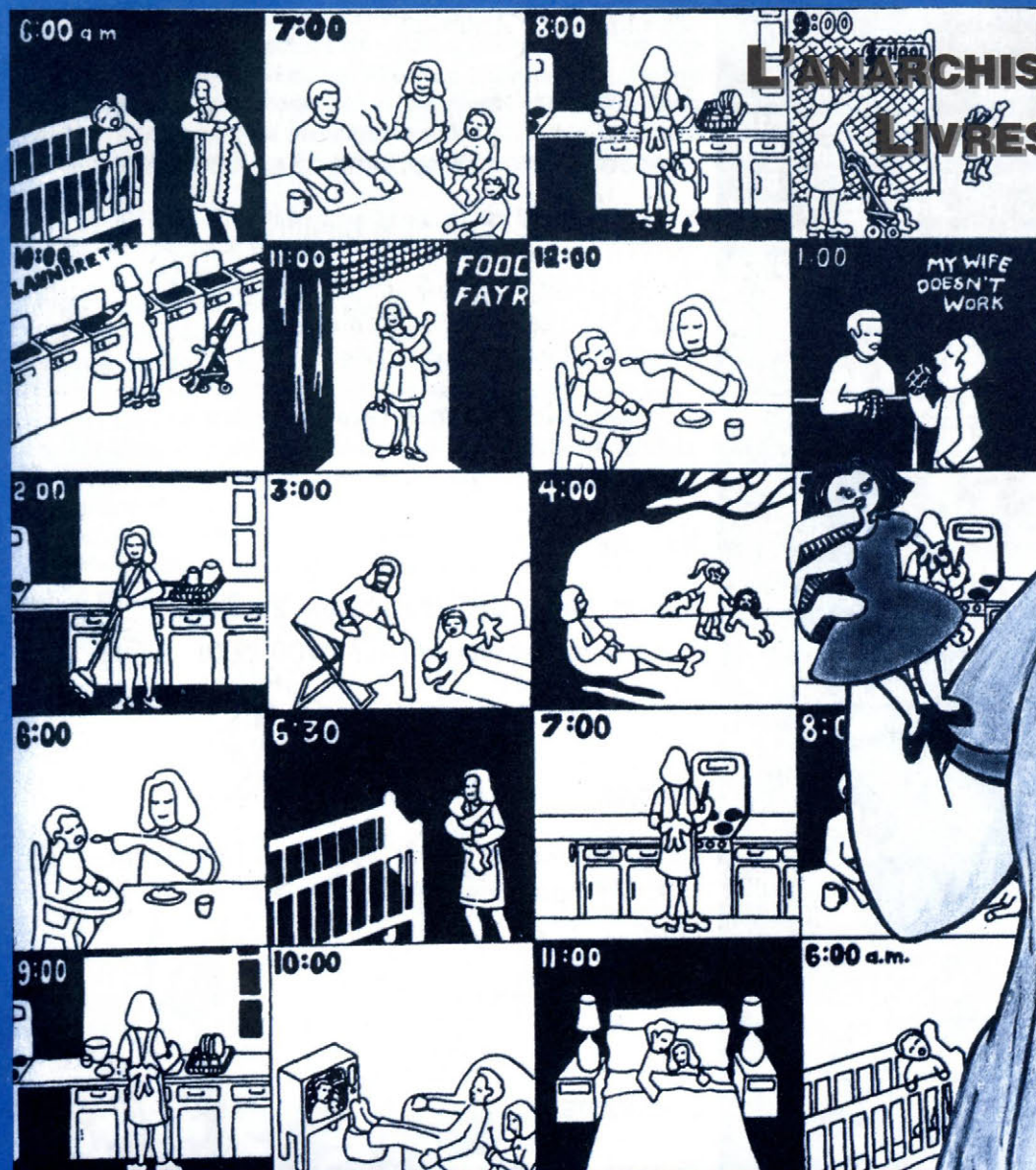


Ruptures

3\$

Numéro 2, printemps 2001

Revue de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC)



**L'ANARCHISME AU QUÉBEC,
LIVRES, 15 MARS**

DOSSIER CONTRE LE PATRIARCAT



Ruptures

Ruptures est la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). La revue tente d'aborder un champ non couvert par la presse d'agitation: l'analyse et la théorie.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie de marchandise. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Ruptures
est publiée
en alter-

nance entre Québec et Montréal. Ce numéro a été réalisé à Québec.

Pour toute correspondance:
Groupe anarchiste Émile-Henry,
C.P. 55051, 138 St-Vallier Ouest,
Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

Abonnement et distribution:
Une revue militante ne peut survivre que grâce aux abonnements, alors, abonnez-vous!
Québec/Canada régulier: 12\$ pour 4 numéros, soutien et hors-Québec/Canada: 24\$ et plus.
Pour la distribution: 3\$ poste payée l'ex.; 2,75\$ l'exemplaire pour 3 copies et plus; 2,50\$ l'exemplaire pour 10 copies et plus; 2\$ l'exemplaire pour 20 copies et plus. (hors-Québec/Canada ou plus d'exemplaires, contactez-nous). Les chèques peuvent être fait à l'ordre de «Groupe Émile-Henry».

Pour plus d'infos sur la NEFAC:
Secrétariat général (francophone)

Groupe anarchiste Émile-Henry
C.P. 55051, 138 St-Vallier Ouest
Québec (Québec)
G1K 1J0
Canada

emile.henry@sympatico.ca

Union locale de Québec:
nefacquebec@yahoo.com

Union locale de Montréal:
nefacmtl@yahoo.fr

Groupe de Toronto:
freight@tao.ca

www.flag.blackened.net/nefac

www3.sympatico.ca/emile.henry/nefac.htm



L'ÉDITORIAL

3

Pourquoi des communistes libertaires voudraient-ils/elles se pencher sur la question du patriarcat?

DOSSIER SUR LE PATRIARCAT

Quelques commentaires sur la domination patriarcale 4

Siècles occultés 7

Le patriarcat nous opprime tous et toutes! 12

Les femmes, l'État et la famille 13

Quel intérêt pour les hommes dans la lutte antipatriarcale ? 19
Un point de vue anarchiste

Supporter les femmes révolutionnaires d'Afghanistan 21

HISTOIRE

Sur les traces de l'anarchisme au Québec 24
2. L'essor du mouvement? (1900-1910)

CULTURE

Pour continuer le débat après Les Chiens ont soif; à propos des anars et de leur relation à l'État 29

Critiques de livres 30

DOCUMENTS

15 mars, Journée internationale contre la brutalité policière 31

POURQUOI DES COMMUNISTES LIBERTAIRES VOUDRAIENT-ILS/ELLES SE PENCHER SUR LA QUESTION DU PATRIARCAT?

Pourquoi des communistes libertaires voudraient-ils/elles se pencher sur la question du patriarcat? Tout simplement parce que, pour nous, le patriarcat est un des piliers du système actuel de domination et qu'il est vital d'en comprendre les rouages si on veut se débarrasser de l'oppression et construire un monde d'égalité, de liberté et de solidarité. C'est dans cet esprit que nous avons organisé l'hiver dernier une fin de semaine de réflexion sur le patriarcat, réflexion qui se poursuit dans le dossier spécial de ce deuxième numéro de Ruptures.

Entendons-nous bien : nous ne prétendons pas avoir le dernier mot de la théorie antipatriarcale, loin de là. Au contraire, nous sommes conscientEs que la plupart des textes proposés ne font que soulever le débat et alignent parfois des lieux communs. Mais justement, la critique du patriarcat a toujours été le point faible de la théorie anarchiste. Autrement dit : on part de loin. Et pourtant, il nous semblait important d'élaborer sur ces lieux communs et de réaffirmer les acquis de la théorie libertaire sur le sujet. Vous avez donc entre les mains une sorte d'instantané de notre réflexion commune, avec ses

forces et ses faiblesses.

D'entrée de jeu, nous avons voulu nous démarquer d'une prétention dont souffrent trop souvent les libertaires. Il est facile de se réfugier dans la croyance que nous sommes exemptEs des patterns d'aliénation et d'oppression qui régissent le monde où nous vivons. Le patriarcat en tant que forme systématisée de rapports sociaux (dans lequel les normes, codes et stéréotypes définissent un modèle à suivre sous peine d'être emprisonnéE dans l'isolement et la répression) fait partie inhérente de chacunE de nous. Nous pensons qu'il faut partir d'un tel constat si l'on souhaite construire une réflexion et une action conséquente.

À défaut d'y arriver, nous risquons de nous enfermer dans une forme d'hypocrisie. Loin d'être émancipatrice, celle-ci nous pousse à croire que nous ne sommes pas responsables de nos faits et gestes, que la faute en revient uniquement à nos bourreaux. Par conséquent, l'attention se porte sur le monde extérieur, sans remettre en question nos propres rapports avec autrui. C'est ainsi que certains groupes se revendiquant du courant féministe radical présentent souvent leur pratique comme l'achèvement du projet libertaire. La non-mixité est alors perçue comme une fin en soi, et non comme un moyen.

Soyons honnêtes, la fin est à construire. Affirmer qu'il serait possible, à l'heure actuelle, de sortir totalement des normes patriarcales et capitalistes (y compris dans les groupes libertaires) ne mène à rien, car les conditionnements autoritaires du patriarcat sont acquis et intégrés par chacunE d'entre nous. C'est ce que l'on appelle l'aliénation. Prétendre en sortir individuellement revient à vivre dans une utopie qui nous éloigne du combat que nous avons à mener pour arriver à s'émanciper collectivement.

Les discussions de la fin de semaine de réflexion sur le patriarcat nous ont montré la nécessité de partir de nos réalités avant de vouloir parler de l'amour libre ou de la famille idéale. Si notre objectif demeure évidemment celui de construire de nouvelles réalités, il importe de remettre en question nos comportements actuels, que l'on soit d'un côté ou de l'autre du rapport d'oppression. Cette démarche est même une condition sine qua non de notre libération. Et croyez-le ou non, ce n'est pas si déplaisant en fin de compte de laver notre linge sale entre camarades. Au contraire, cela peut même être vraiment constructif, du moins à la lumière de l'esprit dans lequel nous avons choisi d'aborder notre réflexion.

Nous espérons que ce dossier vous fera réfléchir et réagir. D'ailleurs, nous serions très heureuxSES de lire vos commentaires! En attendant, nous tenterons de ne pas remiser nos réflexions au placard mais plutôt de les appliquer au quotidien, dans nos luttes et dans nos vies.

**Unions locales de
Québec et de
Montréal - NEFAC**



QUELQUES COMMENTAIRES SUR LA DOMINATION PATRIARCALE



Par les temps qui courent, la lutte contre le patriarcat n'est pas très " populaire " parmi les révolutionnaires. Très peu de groupes, de coalitions ou de collectifs en font un aspect prioritaire de leur combat contre la domination. Bien sûr, on retrouve quelques phrases dans toute bonne plate-forme politique pour rappeler brièvement en quoi telle ou telle organisation s'oppose au système patriarcal. Un ou deux paragraphes dans une longue liste d'épicerie: voilà souvent la seule référence à cette "question femme", comme si le patriarcat ne concernait qu'elles seules!

Pourtant, en étudiant un tant soit peu cette question, on se rend compte qu'elle touche chacunEs d'entre nous de façon directe. En effet, notre vie de tous les jours, notre propre identité et les gestes que nous posons dans nos rapports avec les autres se trouvent conditionnés par des relations de pouvoir et l'attribution de rôles sociaux intrinsèquement liés à l'idéologie patriarcale, laquelle se retrouve institutionnalisée par divers instruments de contrôle et de répression à l'intérieur d'un vaste système de domination.

La réflexion que je me propose de mener est somme toute assez modeste. Elle vise à explorer deux concepts, l'oppression et l'aliénation, en les situant dans une perspective anti-patriarcale et libertaire. En les cernant un peu mieux, nous pourrions arriver à comprendre comment l'idéologie patriarcale aliène tant les hommes que les femmes, tandis que le système patriarcal opprime essentiellement les femmes (tout particulièrement celles provenant des milieux populaires) ainsi que certains hommes (victimes de l'homophobie).

Quelle lutte anti-patriarcale?

D'un point de vue strictement légal, la situation des citoyennes canadiennes (1) a grandement évolué depuis la fin des années 1960. Plusieurs gains importants, parmi lesquels on retrouve

bien sûr les allocations familiales, le droit à l'avortement et les congés de maternité, ont été obtenus de haute lutte. À l'université, dans les médias de masse tout comme dans les autres lieux de production et de reproduction du pouvoir, on entend couramment que l'égalité des chances entre les hommes et les femmes est maintenant chose faite, le tout sur un air de rectitude politique et de mesures d'insertion à l'emploi. Un certain discours féministe s'inscrit dans cette tendance en faisant presque exclusivement la promotion de l'accès des femmes aux plus hauts postes de direction dans le monde de la communication, des affaires et de la politique, derniers remparts de la domination masculine institutionnalisée dans notre société. Le reste (violence conjugale, harcèlement sexuel, etc.) est bien sûr regrettable, mais il y a des lois contre ça qu'il faut faire appliquer, un point c'est tout.

Pouvons-nous réellement parler de libération des femmes (et de libération tout court!) lorsque des députées promulguent des lois permettant à des femmes d'affaires de mieux exploiter leurs travailleuses et de réprimer les revendications populaires avec l'appui des policières oeuvrant dans la brigade anti-émeute? La lutte anti-patriarcale ne se résume donc pas à un égalitarisme de façade, libéral et bourgeois, mais à une réelle remise en cause de l'ensemble des rapports de pouvoir dans notre société qui permettent l'exploitation des femmes, mais également celles des hommes (capitalisme, salariat, racisme, sexisme, homopho-

bie, etc.).

Car, comme le souligne Micheline de Sève, "la division sexuelle patriarcale est le modèle premier d'une série de distinctions de rang, d'âge, de race, de culture, de classe, de nation, etc., où toute différence est traitée comme une source d'inégalité.

Le système patriarcal ne répartit pas seulement les femmes dans des positions subalternes mais hiérarchise également les hommes entre eux, les séparant en jeunes ou vieux, robustes ou faibles, père ou fils, aînés ou cadets, parents ou étrangers, patrons ou employés, amis ou ennemis... Ce système a produit une série de hiérarchisations de plus en plus complexes, à mesure que se développait et se raffinaient la distinction première entre les individus de l'un et l'autre sexe" (2). Le caractère libertaire de la lutte contre le patriarcat s'exprime par le refus de créer ou de maintenir des structures de domination hiérarchique (comme l'État) et de construire un monde débarrassé de l'oppression sous toutes ses formes (3).

Une oppression millénaire

L'oppression patriarcale est avant tout un rapport de domination des hommes sur les femmes qui se manifeste aussi bien dans la sphère publique (ex: le monde du travail) que dans la sphère privée (ex: le couple et la famille). Une analyse sommaire des rapports de pouvoir dans notre société nous permet de voir que ce type de subordination perdure malgré l'adoption de lois condamnant certaines de ses manifestations les plus flagrantes. Tous les jours, des femmes sont aux prises avec des situations où elles sont marginalisées, discriminées, violentées et parfois même tuées par des hommes en tant que femmes pour diverses raisons. Depuis 1989, l'année de la tuerie à l'École Polytechnique de Montréal, des centaines

de femmes ont été tuées par des hommes au Québec. Ces meurtriers étaient leur mari, leur chum, leur souteneur, leur client, leur fils... Il s'agit de crimes sexistes dans la mesure où les meurtriers ont utilisé la violence comme moyen de domination absolue sur leurs victimes. Loin d'être le résultat d'une "perte de contrôle", ces meurtres sont plutôt l'aboutissement d'une prise de contrôle permanente sur la vie des femmes (4).

L'oppression patriarcale se manifeste de façon moins "brutale" dans bien d'autres situations de la vie courante. Dans l'imaginaire populaire, le travail des femmes n'a toujours pas la même valeur que celui des hommes: le travail domestique "gratuit" continue d'être l'apanage des femmes, de nouveaux ghettos d'emplois "féminins" se développent à un rythme accéléré (notamment grâce aux nouveaux programmes d'économie sociale), les femmes continuent d'occuper la majorité des emplois au salaire minimum et des emplois à temps partiel (respectivement 61% et 68% d'entre eux) (5). Entre 1977 et 1996, les travailleuses (et les travailleurs) au salaire minimum ont perdu 80,8 % de leur pouvoir d'achat, ce qui s'est traduit par un appauvrissement important des femmes (et des hommes) de la classe ouvrière.

L'exploitation des femmes ne se limite pas au monde du travail. Dans ses représentations publiques comme dans les rapports privés, le corps des femmes est un objet de convoitise pour les hommes. Désir et sexualité vont trop souvent de pair avec l'appropriation du corps des femmes par des hommes, que ce soit par le biais d'un rapport marchand, l'exclusivité à sens unique d'une relation de couple ou encore des deux à la fois (comme c'est encore souvent le cas avec l'institution du mariage). Lorsque des femmes refusent ces situations et qu'elles transgressent le pouvoir des hommes, celles-ci sont régulièrement soumises au harcèlement et à la violence masculine sous une forme ou sous une autre. Doit-on rappeler que toutes les 45 secondes, un viol est commis aux États-Unis? Que le viol conjugal n'est considéré comme un crime que par 17 États sur cette planète? C'est donc dire que sur les cinq continents, des femmes se font violer en toute "légalité" par leur chum ou leur mari.

Si certaines formes d'oppressions peuvent être vécues par toutes les femmes (ex. : la violence conjugale), les ressources dont elles disposent pour faire face à une situa-

tion de domination ne sont pas les mêmes. L'assistée sociale et la bourgeoise n'ont pas la même marge de manoeuvre au plan économique. Pour être complète, une analyse de l'oppression patriarcale doit donc prendre en compte la division de la société en classes sociales, mais également l'existence d'autres formes de discriminations fondées, notamment, sur l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle. Il ne s'agit pas d'oppressions distinctes qui se superposent les unes aux autres par ordre de grandeur, mais d'une même forme de domination qui s'exprime de différentes façons. Le mépris de notre société pour la tapette est le même que pour le nègre, le pouilleux, la b.s., le débile ou la salope... Nous devons être conscientEs de la multiplicité des manifestations de la domination et ne pas minimiser leur importance respective pour les personnes qui sont aux prises avec elles. Ainsi, l'oppression patriarcale vise directement certains hommes, considérés avec mépris par les " mâles " comme n'étant pas de " vrais " hommes puisque associés dans l'imaginaire collectif au sexe " faible ", c'est-à-dire aux femmes. Les homosexuels font toujours l'objet de discrimination, d'intimidation et de violence dans notre société patriarcale. La pratique du "gay-bashing" continue d'être un rite de passage pour bon nombre de jeunes hommes qui prouvent ainsi leur virilité à leurs pairs. Cette dimension du système patriarcal nous permet de constater à quel point son idéologie peut avoir des ramifications profondes et conditionner bon nombre de nos rapports sociaux. L'aliénation qui en résulte touche aussi bien les hommes que les femmes, comme nous allons maintenant le constater.

L'aliénation patriarcale

Nous pourrions définir l'aliénation comme une séparation qui empêche une personne

d'être le sujet à part entière de son existence en l'amenant à se conformer à des normes sur lesquelles elle n'a aucune emprise et qui vont à l'encontre de ses intérêts particuliers. Inutile de parler de libération complète et totale du genre humain si l'on ne remet pas en cause l'aliénation qui résulte de l'idéologie patriarcale et qui induit toute une série de comportements, d'attitudes et de représentations faussées de la réalité et des rapports sociaux. Tant l'aliénation du dominant que l'aliénation de la (du) dominéE dans cette relation de pouvoir permet la reproduction du système patriarcal.

Chez les hommes, l'aliénation se traduit notamment par le refus d'explorer pleinement ses désirs en n'envisageant que deux formes d'orientations sexuelles s'excluant mutuellement: l'hétérosexualité et l'homosexualité. L'absence d'alternatives et la peur qui résulte d'une attirance associée à l'homosexualité devient une source d'angoisse et de frustration ressentie très difficilement par de nombreux hommes. Au Québec, 48% des hommes de 12 à 25 qui se suicident le font à cause de leur orientation sexuelle (6). Hors normes, point de salut? Et pourtant, la sexualité humaine offre une telle multiplicité de combinaisons, d'attirances et de possibilités que la réduire à un mode strictement binaire (homosexualité ou hétérosexualité) est réducteur et ridicule. Puisque l'homosexualité masculine est associée dès le plus jeune âge au mépris et à l'exclusion, les garçons apprennent rapidement quels types de comportements adopter pour ne pas y être associés, quitte à s'aliéner une partie d'eux-mêmes. La socialisation permettant la reproduction des stéréotypes masculins est sans aucun doute l'un des principaux vecteurs du patriarcat. Les comportements machos des jeunes garçons sont à l'image des comportements

Tu cherches Le Trouble?...

Vous trouvez qu'il n'y a pas assez de «nouvelles» dans Ruptures? C'est peut-être que vous êtes dans la mauvaise publication anarchiste! Le Trouble est un journal d'agitation montréalais publié (presque) à tous les mois. C'est là que vous retrouverez l'actualité...

Pour tous contacts :

Le Trouble

C.P. St-André, B.P. 32018

Montréal, Québec

H2L 4Y5



Abonnement: 15\$ pour 10 no.

ceux-ci trouvent leurs fondements dans la conformité avec l'idéal masculin de force et de virilité. Même au sein de la communauté gaie, ce stéréotype a le vent dans les voiles. Comment expliquer cette surabondance de corps musclés sinon dans le désir de montrer qu'eux aussi sont des hommes, des vrais.

L'aliénation patriarcale se manifeste chez les femmes de façon encore plus aiguë. Malgré son évolution récente, la socialisation des jeunes filles continue à renforcer les stéréotypes de l'idéal féminin (beauté, dévouement, tendresse, douceur). Comme l'explique une auteure américaine, une pression sociale présente à tout moment permet de garder la femme dans le chemin par l'idéologie patriarcale : "everything in our culture -books, television, movies, school, fashion- is presented as if it is been seen by one pair of eyes, shaped by one set of hands, heard by one pairs of ears. Even if you know you are not part of that imaginary creature (...), you are still shaped by that hegemony" (7). Les femmes se soumettent peu à peu aux rôles sociaux que la société patriarcale a imaginés pour elles. Devenues salariées, mères et/ou épouses dévouées, la majorité des femmes continue d'être au service d'un patron, d'une famille et/ou d'un conjoint en accumulant les tâches et les responsabilités.

Ce conformisme s'étend au rapport qu'entretiennent les femmes avec l'amour et leur sexualité. Tout comme c'est le cas pour les hommes, la seule forme de relation amoureuse ouvertement acceptée et encouragée se restreint à l'hétérosexualité, tout particulièrement les relations stables débouchant sur une vie de

famille. Lorsque celle-ci connaît des ratés, le faux sentiment de sécurité se transforme rapidement en culpabilité. Apparaissent alors des situations où certaines femmes "choisissent" d'endurer les violences physiques ou psychologiques plutôt que de mettre un terme à une relation inégalitaire. L'aliénation patriarcale se traduit également par le rapport que les femmes entretiennent avec leur propre corps. Ce qui apparaît comme désirable dans les représentations du corps des femmes dissimule en fait les fantasmes masculins conditionnés par la société patriarcale. Ces fantasmes sont eux-mêmes créés ou récupérés par le Capital qui les utilise en publicité comme stimulant pour la consommation de marchandises. Aux femmes, le Marché propose tout un attirail de produits pour se sentir valorisées, "belles et bien dans leur peau". En fait, l'usage de ces produits permet aux femmes de reconnaître dans le regard d'autrui (celui de l'homme) de l'attirance et du désir.

"Arrange-toi, poupone-toi : si tu es moche, quel homme voudra bien de toi?" Voilà le message qui se trouve relayé par les hauts-parleurs de la culture de masse... Objet de désir sexuel mis en marché, le corps des femmes est non seulement soumis au jeu des projecteurs, mais également aux rasoirs et autres scalpels de la chirurgie plastique. Lorsque l'oppression capitaliste s'imbrique à l'oppression patriarcale, la domination qui en résulte est totale. Peut-on imaginer une séparation plus complète du genre humain?



Puisque nous sommes englués dans un cercle vicieux aux frontières mouvantes, la prise de conscience critique par rapport aux comportements, à l'idéologie et aux manifestations du système patriarcal demeure la première étape pour se libérer individuellement et collectivement de son emprise et de ses valeurs. Les libertaires ont la possibilité de mettre à jour une bonne partie des manifestations du patriarcat, des plus évidentes aux plus pernicieuses, et de combattre par le fait même les différents discours masculinistes et réactionnaires qui recommencent à prendre forme dans notre société. En omettant de le faire, nous passons à côté d'un des piliers de la domination sans remettre en question notre propre aliénation et nos comportements oppressifs. Si au contraire nous entreprenons un tel travail de terrain, celui-ci n'aura pas seulement un impact dans notre entourage ou dans notre communauté : nous en verrons également les effets tangibles dans notre propre rapport au monde.

Michel Nestor

Notes :

(1) Doit-on rappeler que toutes les femmes vivant au Canada ne sont pas citoyennes canadiennes et n'ont donc pas les mêmes droits... Ceci est particulièrement vrai pour le droit à l'avortement qu'un projet de loi à l'étude voudrait limiter aux seules résidentes permanentes.

(2) De Sève, Micheline (1985), Pour un féminisme libertaire, Montréal, ...d. Boréal Express, p. 17

(3) C'est ce qui différencie le féminisme libertaire d'un féminisme léniniste ou bourgeois.

(4) Voir à ce sujet l'article d'Andrée Côté, "Violence conjugale, excuses patriarcales et défense de provocation" dans la revue Criminologie, Vol. XXIX, No. 2, 1996, p.89-113

(5) Delisle, Norman in le Soleil, 7 mars 2000, p. A7

(6) Pleau, Jean-Philippe, " ...ditorial " in Ao! Espaces de la parole Vol. VII - n81 et 2 (...té 2001), pp. 2-4

(7) Allison, Dorothy (1994), "A Question of Class" in Skin: Talking About Sex, Class and Literature, Ithaca, Firebrand Books, p. 13-37

FIN DE SEMAINE DE REFLEXION SUR LA LUTTE DES CLASSES

20-21 avril 2002, 10h

Tam Tam Café

(421, boul. Langelier)

6
No. 2
Ruptures





COURTE HISTOIRE DU FÉMINISME

SIÈCLES OCCULTÉS

Le féminisme comme théorie politique ne s'institue pas véritablement avant le XVIIIème siècle mais l'histoire de centaines de femmes, féministes avant l'heure, est trop souvent passée sous silence. Depuis des siècles, nous pouvons retrouver des traces écrites de femmes, connues ou anonymes, qui réclament un changement dans leur situation de servitude ou de dépendance. Qu'elles aient été abbesses (supérieures de couvent), musiciennes, écrivaines, poétesses, courtisanes, prostituées ou sorcières, quelques-unes de leurs oeuvres ont survécu au temps mais combien d'autres ont été occultées! (1)

Certaines de ces femmes ont formé des associations diverses, le plus souvent sous le couvert de congrégations religieuses, mais il faut attendre la Révolution française (1789) pour voir apparaître théories et mouvements féministes. C'est en Europe qu'on en trouve les premières traces, alors qu'un courant républicain tente de recentrer l'organisation du politique autour des humains. Ces "humains" sont avant tout des hommes, mais le fait que tout ne soit plus remis entre les mains de la volonté de Dieu contribue à rendre plus visibles les rôles sociaux et les oppressions qui en découlent. Des principes d'égalité, de liberté, somme toute limités, apparaissent alors et c'est en voyant poser ces principes au masculin que des femmes se regroupent sur des bases ouvertement politiques.

Mary Wollstonecraft se fait l'une des portes-voix de ces regroupements, notamment en écrivant "La défense des droits de la femme" en 1792. Au moment même où l'Europe est marquée par le passage de certaines monarchies à des gouvernements dits démocratiques, l'auteure pense l'égalité en insistant sur le fait qu'on ne peut détruire les rapports d'autorité au niveau politique si on laisse persister l'autoritarisme domestique et la tyrannie familiale. Dans le même ordre d'idées, Olympe de Gouge rédige ensuite "La Déclaration des droits de la femme" révélant le caractère exclusivement masculin de l'égalité, et celui fort limité des "avancées" promises par la "Déclaration des droits de l'homme".

Ces quelques pas sont cependant rapidement suivis de reculs. Dès 1793, on interdit par exemple les clubs de femmes en France. Puis, 1806 signe l'entrée en vigueur du Code Napoléon. Le nouveau code civil français (repris au Québec) renie ainsi toute existence sociale aux femmes, leur interdisant pratiquement de lever le petit doigt sans la signature de leur père ou de leur mari.

Des femmes font pourtant leur marque en s'y opposant comme c'est le cas de Louise Michel (1830-1905). Cette anarchiste française met sur pied plusieurs écoles libres, prend part à la Commune de Paris (1871), nous lègue nombres d'écrits et de discours, etc. et pose continuellement la lutte pour la libération des femmes au coeur tant de ses actions que de ses discours.

C'est également au cours de ce siècle que le féminisme comme mouvement politique commence à se constituer en Amérique, notamment autour de la Révolution industrielle. Comme ailleurs, ce féminisme naît de la condition politique, économique et sociale des femmes alors reliée à une nature féminine faible et devant être consacrée exclusivement aux plaisirs des hommes, à la

fabrication de bébés et au récurage du plancher.

La remise en question que certaines femmes ont toujours faite de la différentiation des genres basée sur des arguments biologiques prends alors de l'ampleur (tout étant relatif) et commence à s'organiser politiquement. Les féministes refusent la logique d'inégalités naturelles différenciant hommes et femmes et constituant des statuts inchangeables. Elles définissent l'oppression des femmes au sein d'un système social et politique et tentent de mettre à jour l'idéologie patriarcale sur

De bonnes adresses...

Les groupes suivants font de la distribution de littérature anarchiste, écrivez leur pour avoir un catalogue...

Librairie Alternative
2035, boul. St-Laurent 2ième étage
Montréal, Québec H2X 2T3 CANADA
Téléphone : (514) 859-9065

Edam :
CP 267, succ. DeLorimier,
Montréal (Québec), H2H 2N6

La Sociale/CDL,
C.P.266, succ. C,
Montréal (Québec), H2L 4K1
asocial@colba.net

Groupe Anarchiste Émile-Henry (NEFAC),
C.P. 55051, 138 St.-Vallier O.,
Québec (Québec) G1K 1J0
emile.henry@sympatico.ca
www3.sympatico.ca/
emile.henry



lequel s'appuie ce système (par l'intermédiaire de rôles sociaux, de normes sexistes, d'exploitations et d'oppressions). Le débat nature/culture est alors ramené sur la place publique.

Il s'agit évidemment de mouvements très minoritaires. Des femmes anarchistes et socialistes sont pourtant très actives dans le nord-est américain; militantEs de la base multiplient les grèves, la diffusion de moyens de contraception, les conseils utiles aux jeunes mariées, etc. Emma Goldman, la plus connue peut-être de ces militantes, arrive à New York, où elle joint le mouvement anarchiste, en 1889. Elle prend part aux luttes pour le droit de vote des femmes, mais développe une critique des plus intéressantes du suffrage, mettant en lumière les mensonges de la démocratie républicaine. Emma Goldman milite en faveur du contrôle des naissances, contre la mobilisation de guerre, contre le capitalisme, etc. En opposition à l'oppression sociale et la dépendance économique des femmes, elle multiplie les écrits, les conférences, les manifestations et... les séjours en prison.

Les groupes dont l'Histoire fait le plus état se développent cependant davantage dans les milieux bourgeois. Des femmes

bourgeoises se réunissent autour de salons de thé ou d'oeuvres de charité et vont peu à peu se politiser. Au Québec, la première association féministe officielle, le Montreal Local Council of Women, fut fondée en 1893. Regroupant francophones et anglophones, le groupe réclame notamment l'amélioration des droits civils de l'épouse (le Code civil datant de 1866 est alors inspiré du Code Napoléon et il faudra attendre 1964 pour que soit inscrit dans la loi canadienne le droit des femmes à prendre part à la direction de leur famille. Vivre la démocratie!), le droit à l'éducation supérieure, le droit de vote, le droit d'exercer des professions et le droit de participer aux différents pouvoirs. Tout cela est revendiqué au nom de l'égalité des sexes et tranche avec le discours la majorité des groupes de femmes qui misent encore sur leurs différences et revendiquent des droits pour les femmes aux noms de leur statut de femmes et de mères.

Dans tous les cas, pourtant, ces revendications seront récupérées par le grand courant de l'accès à la démocratie. Absorbées par les mouvements républicains et les revendications pour les droits civils, les inégalités subies par les femmes passent inaperçues pour la plupart, quand elles ne sont pas carrément niées au nom de la supériorité naturelle des hommes. Malgré la relative démocratisation que connaissaient la majorité des pays occidentaux, les femmes ne peuvent toujours pas jouir des " privilèges " grandissant reliés à la citoyenneté puisqu'on les dit incapables d'en assumer les obligations (prise de parole en public,

armée, etc). Et cette logique patriarcale règne au Québec peut-être plus qu'ailleurs (!) en raison de l'omniprésence de l'Église catholique et de la grande force qu'elle exerce contre la libération des femmes.

Le XXème siècle

On divise généralement les féminismes qui animèrent le XXème siècle en trois grandes vagues. La première étant datée du début des années 1900 à la fin de la Première Guerre mondiale; la deuxième se développant autour de la Deuxième Guerre mondiale et la troisième atteignant son sommet dans les années 1960-70. Attardons-nous y un peu.

Début de siècle

Le début du XXème siècle est marqué par les luttes pour le droit de vote. Les suffragettes apparaissent en Angleterre au milieu des années 1800, mais leurs luttes atteindront la plupart des pays occidentaux dans les décennies suivantes. Les femmes habituées aux salons de thé et aux cercles de lectures se fâchent alors et des milliers d'entre elles descendent dans la rue, provoquant scandales et émeutes (actions directes, manifestes-agis, journaux, manifestations, etc.). En Angleterre, elles tentent même de prendre le palais de Buckingham.

Ces luttes déclenchent une très forte répression. Les arrestations se font par centaines et celles qu'on identifie comme les " leadeuses " du mouvement se voient la plupart du temps refuser leur remise en liberté. Plusieurs ne sortent de prison qu'à la suite de longues grèves de la faim. Prenant ainsi le chemin de l'hôpital, elles sont retournées derrière les barreaux dès leur rétablissement.

Les suffragettes signent donc les premières grandes luttes organisées mais le rassemblement de ces femmes sous une mêmes bannières avive rapidement leur conscience d'une exploitation commune. En permettant de mieux identifier la structure patriarcale dominant de même que ses nombreuses manifestations, chaque lutte en amène quantité d'autres et toutes sont liées.

Les grandes grèves qui se multiplient dans le Nord-est américain depuis 1857

prennent alors de l'ampleur et permettent aux mouvements ouvrier et féministe d'afficher leurs revendications à la face du monde mais surtout d'inscrire les luttes (et les gains) dans des perspectives plus globales qui dépassent l'horizon législatif. Ces influences anarcho-féministes et socialistes ne tardent pas à avoir leur effet sur les ouvriers, mais aussi sur les ouvrières.

Le slogan " Du pain et des roses " trouve d'ailleurs son origine dans ce mouvement. Des grévistes du textile revendiquent de meilleures conditions de vie matérielle, du pain, mais aussi des roses pour représenter le côté immatériel nécessaire à une réelle libération. Celui-là, on ne le peut trouver dans aucune loi, mais dans un changement profond des mentalités.

De même, c'est dans ce contexte de protestation et d'activisme politique que naît la Journée internationale des femmes, le 8 mars. Le premier appel pour un Woman's Day est lancé en 1908 à l'initiative des femmes du parti socialiste américain et prend la forme d'une manifestation pour le droit de vote et la reconnaissance des droits politiques et économiques des femmes. 2000 personnes marchent sur Manhattan et dès l'année suivante, le 28 février 1909, cinq Woman's Suffrage Demonstrations sont organisés dans la seule région de New York et tiennent lieux de Woman's Day. Le mouvement prend de l'ampleur en 1910 sous l'impulsion des Wobblies et de la grève générale de 20 000 à 30 000 chemisières (au moins 80% sont des femmes) de New York qui revendiquent un salaire décent et de meilleures conditions de vie. C'est la même année, quelques mois après les 13 semaines de grève qui soulevèrent les mouvements ouvrier et féministes, que la IIème Internationale socialiste adopte à Copenhague une motion pour internationaliser le Woman's Day américain. Le 19 mars 1911 la première journée internationale des femmes est fêtée, mais il faudra attendre 1914 pour que soit tenue le premier 8 mars.

Puis, presque au même moment, éclate la Première Guerre mondiale. Les hommes étant partis se battre en Europe, il faut bien qu'on puisse les remplacer à l'usine, histoire de faire rouler l'économie. Le travail à l'extérieur de la maison est alors presque généralisé pour les femmes, l'État récupérant ainsi les revendications féministes. Cela n'est évidemment pas sans provoquer de profonds changements sociaux : on se rend compte que les femmes sont capables de faire des travaux qui étaient considérés comme typiquement masculins; pour la



première fois, elles ont une reconnaissance sociale pour le travail fait et elles sont payées; elles sortent de leur isolement à la maison et prennent conscience de leur situation commune; on crée les premières garderies, souvent sur les lieux de travail (ce qu'on n'a pas nécessairement aujourd'hui) et le gouvernement fédéral canadien accordera le droit de vote aux femmes en 1918. Tous ces gains, bien qu'ils aient été acquis de chaudes luttes et qu'ils aient réellement profiter aux femmes, ne sont pourtant pas autant de reconnaissance de droits fondamentaux. Pour les autorités, il ne s'agit que de récompenser les femmes pour les services rendus pendant la guerre et les remercier de leur loyauté politique. Ces gains ne sont que ponctuels pour la plupart et peu de changements à long terme en découlent.

La fin de la Première Guerre mondiale signe d'ailleurs de nombreux reculs pour les femmes et le mouvement féministe. Les hommes démobilisés vont reprendre leur job et le discours dominant, celui des politiciens autant que des maris, qui avait incité les femmes à sortir de chez elles, revient " à la normale " pour qu'elles retournent à la maison. Après tout, " les femmes sont faites pour la chaleur du foyer et peuvent bien laisser les durs travaux aux hommes vi-riles. " Différentes mesures incitatrices accompagnent ce changement de discours (diminution des subventions pour les crèches ou les garderies, harcèlement, etc.) et tout devient alors difficile pour les femmes qui veulent travailler à l'extérieur du domicile.

Lutte difficile d'entre 2 guerres

Ce n'était qu'une parenthèse pour les femmes, mais toutes n'acceptent pas le retour au foyer aussi facilement. Malgré le recul, l'entre-deux guerres marque un début pour les luttes syndicales des Québécoises. Non seulement des femmes militent pour la syndicalisation des travailleuses des deux genres, mais des unions apparaissent dans les " usines de femmes " (surtout du textile). Les Madeleine Parent et Léa Roback sortent alors de l'anonymat et une vague de grèves éclate à Montréal. Celle-ci sera durement réprimée par Duplessis et ses chasseurs de sorcières.

Toujours au Québec, le mouvement pour le droit de vote mobilise encore les femmes, mais l'époque est à l'élargissement des perspectives de luttes. L'Alliance canadienne pour le vote des femmes au Québec devient, par exemple, La Ligue des droits de la femme. Aux luttes pour le droit de vote des femmes sont reliées les revendications pour des allocations familiales, pour l'égalité des conditions de travail (heures et salaires), pour la défense des enfants nés hors mariage et pour une réforme du code civil (pour le droit de garder son

nom de jeune fille une fois mariée, pour le droit d'avoir un compte en banque et de gérer son salaire, pour le droit d'emprunter de l'argent à une institution financière), etc.

La Deuxième Guerre mondiale: L'histoire se répète

La Deuxième Guerre mondiale définit l'espace pour de nouvelles mobilisations. Le scénario se répète et les femmes retournent massivement aux usines. La plupart des professions libérales s'ouvrent également aux femmes et certaines peuvent, pour la première fois, accéder à l'éducation supérieure de même qu'à des postes de pouvoirs (députées et sénatrices).

Encore une fois, cependant, ce ne fut qu'une parenthèse et la fin de la guerre souligne bien l'insuffisance de ces gains matériels non intégrés à des changements de mentalités. On retourne une fois de plus les femmes à leur foyer et le recul est d'autant appuyé qu'il est caractérisé par la vague de consommation des années 1950. Bien que cela ait pu faciliter de beaucoup la vie des femmes, le temps des bungalow, des appareils électro-ménagers et des pubs de la parfaite femme au foyer est, pour le moins, peu propice aux luttes féministes.

Une période plus conservatrice s'amorce alors et les Cercles des femmes, Association féminine pour l'éducation et l'action (AFEAS) et Fédération de la femme du Québec (FFQ, née en 1966) prennent l'avant-scène. Ces groupes se mobilisent notamment autour de la

Commission Bird, une commission d'enquête tenue en 1967 par le gouvernement fédéral sur la situation des femmes au Canada.

La "nouvelle gauche"

Peu à peu on assistera tout de même à une remontée de la gauche. La deuxième moitié des années 1960 entraîne l'Amérique du Nord et l'Europe dans les luttes étudiantes, les luttes contre la Guerre du Vietnam, Mai 1968, le mouvement nationaliste québécois et la montée des marxismes et des groupes marxistes-léninistes.

Les féministes participent à ce large mouvement de remise en question de l'ordre établi, mais elles se rendent rapidement compte que le machisme règne même chez les militantEs les plus radicaux. La division de genre se répercute jusque dans l'organisation des luttes et les femmes ne peuvent souvent pas faire grand chose d'autre que le café et la prise de note, pendant que les gars changent le monde.

Ces luttes sont tout de même autant de catalyseurs pour les féministes. Elles leur permettent de préciser leurs objectifs et d'entrevoir de nouveaux terrains de lutte. Les femmes commencent alors à s'organiser de façon autonome. Les comités-femmes se multiplient au sein de

syndicats, d'organisations étudiantes, etc. et la non-mixité apparaît

comme principe politique, comme un moyen d'atteindre l'égalité.

Entre 1970 et 1975 se constitue, en quelque sorte, une avant-garde du féminisme. De petits groupes de féministes radicales font leur apparition et occupent la scène québécoise. Le Women liberation movement appuie l'ouverture de la clinique du Dr Morgentaler; le Front de libération des femmes (1969) occupe les tribunes de jury et obtient le droit pour les femmes d'être jurés; le Centre des femmes opère une clinique d'avortement en plus de diffuser largement différentes techniques de contraception (c'est à cette époque qu'on peut situer l'histoire du droit à l'avortement au Québec) et différentes revues (*La vie en rose*, *Québécoises debouttes!*, etc.) assurent, pour la première fois, une diffusion large des idées féministes.

Ces femmes remettent de l'avant le féminisme comme pensée politique et retrouvent des moyens d'action moins institutionnalisés. Désirant aller à la racine du problème, elles prennent la scène, la rue.... leur place. Elles veulent changer les pensées et les pratiques sexistes, bousculer les stéréotypes, éliminer les discriminations au niveau du travail et des salaires, obtenir le droit à l'avortement libre et gratuit, proscrire le harcèlement sous toutes ses formes (c'est le début des notions d'atteinte à l'intégrité des femmes), mettre fin aux barrières entre les sphères privée et publique et à l'association de chacune d'entre elles à un seul genre (hommes publics vs femmes privées et sans vie sociale et politique), etc.

Les féministes de cette période articulent les luttes des femmes dans le cadre d'un projet de transformation sociale et politique d'ensemble et veulent repenser totalement les institutions, le pouvoir et l'autorité. Patriarcat et capitalisme sont alors réunis pour un même combat et les femmes lient leurs situations quotidiennes concrètement aux grands principes politiques du féminisme. Elles mettent en évidence les facettes et manifestations multiples de l'oppression des femmes.

Ces prises de conscience mèneront entre 1976 et 1980 à l'éclatement idéologique et organisationnel du féminisme. Les pratiques et références idéologiques changent pour aboutir à la consolidation de la formule " collectif ".



Les groupes féministes connaissent du même coup leur plus large extension sociale et géographique et ils se concentrent, pour la plupart, autour des luttes pour le travail, le corps et la parole.

Les années 80: Sous le signe de la dispersion

Si une idée peut résumer les années 1980, c'est celle du backlash et les féministes n'échappent pas au mouvement.

Le recul pourrait être positif. Après l'effervescence, les féministes souhaitent marquer un temps pour recentrer leurs actions sur les fondements du féminisme. Des gains structurels ont été marqués, mais on se rend compte qu'il y a eu confusion entre les fondements idéologiques, les idées à la base du féminisme et les applications qu'elles peuvent avoir dans le système patriarcal. Veut-on, par exemple, que les femmes aient accès à l'armée ou désire-t-on éliminer l'armée comme institution patriarcale?

En fait, on constate que les modèles changent mais qu'ils sont encore imposés par la société et non par une volonté féministe. Ils ne correspondent toujours pas à la réalité des femmes, comme des hommes d'ailleurs, et sont toujours à l'image du pouvoir, patriarcal et capitaliste, qui reste présent partout. On remarque alors que l'évolution des consciences vers l'égalité n'a pas vraiment suivi les changements légaux ou concrets et qu'il faut peut-être réorienter l'action féministe.

Mis en perspective avec la montée du conservatisme et du néo-libéralisme, ce temps de réflexion initiera cependant une grande période de recul et de division dans le mouvement féministe. Rien ne semble pouvoir donner l'essor nécessaire pour poursuivre la lutte. Les groupes se dépolitisent et s'institutionnalisent peu à peu en groupes de services, en groupe de femmes. C'est l'État qui dispose maintenant des moyens d'occuper l'essentiel du champs des pratiques féministes inspirées du féminisme, et cela coïncide avec une remise en cause de plus en plus grande du féminisme comme pensée politique.

Au Québec, comme ailleurs, l'abandon du projet social et politique féministe, au profit d'un syndicat ou d'un lobby féminin, prit malheureusement des formes bien concrètes à travers l'économie sociale, le virage ambulatoire, la montée des groupes masculinistes, etc.

La suite...

Nous ne pouvons nier les grandes avancées qui marquèrent l'histoire des femmes, particulièrement depuis les suffragettes, mais il ne faut pas non plus se laisser prendre au piège de l'illusion d'égalité et rejeter le féminisme. Beaucoup essaient simplement de préserver les acquis sans penser à tout ce qui reste à gagner et légitimement, par le fait même, le système patriarcal qui domine toujours.

Comme le souligne Micheline Dumont, " Feminist have learned that changing the laws is a difficult task. The dates when they have succeeded are well known. However, compared to changing attitudes and mentalities, revising the laws is an easy task. Not a single date can be found for that kind of change. That is why, in the history of women, especially, in the history of feminism, we must concentrate on changing mentalities and developing awareness." (dans The origins of the Women's Movement in Quebec).

Faisons donc en sorte qu'une simple liste d'épicerie pour l'État ne se superpose plus au projet féministe.

Fanshawe

Notes:

1) Faute d'espace et, malheureusement, de connaissances, le récit qui suit se déroule dans les limites de l'Occident. Je ne veux par là, en aucun cas, nier les efforts que les femmes du Tiers Monde ont faits, et font encore, pour mettre fin à l'oppression qui les malmène et/ou les tue en tant que femmes. Il faudra poursuivre le récit...



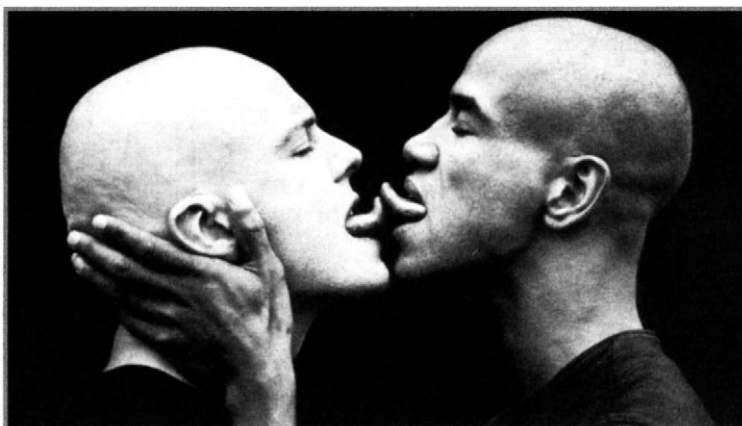
LE PATRIARCAT NOUS OPPRIME TOUS ET TOUTES

Le patriarcat, c'est un phénomène large et complexe. Sinon, on ne pourrait pas passer une fin de semaine complète de réflexion sur le sujet en ne croyant pas encore avoir fait le tour de la question. Mon analyse, très partielle et subjective évidemment, est celle d'un prostitué homosexuel polygame non-possessif et partiellement conscient de sa condition depuis l'âge de douze ans. Elle se concentrera autour de trois axes : l'oppression des hommes (et aussi des groupes sociaux dominants) sur les femmes (et les groupes marginalisés), l'hétérosexualité forcée et le contrôle social par la conformité des relations et liaisons entre individuEs.

Le patriarcat, c'est un phénomène large et complexe. Sinon, on ne pourrait pas passer une fin de semaine complète de réflexion sur le sujet en ne croyant pas encore avoir fait le tour de la question. Mon analyse, très partielle et subjective évidemment, est celle d'un prostitué homosexuel polygame non-possessif et partiellement conscient de sa condition depuis l'âge de douze ans. Elle se concentrera autour de trois axes : l'oppression des hommes (et aussi des groupes sociaux dominants) sur les femmes (et les groupes marginalisés), l'hétérosexualité forcée et le contrôle social par la conformité des relations et liaisons entre individuEs.

On connaît déjà l'analyse de la " classe-homme " qui opprime la " classe-femme ", mais si c'était strictement vrai, chaque homme, qui sont tous hétéros, opprimerait chaque femme, qui est aussi hétéro, et ce serait ainsi une problématique simple. L'oppression des femmes dans leurs réalités spécifiques n'est pas imaginaire, mais dans une société de plus en plus pluraliste et multiculturelle, on ne peut sûrement pas dire que tout le monde vit cette oppression au même

degré (la reine d'Angleterre comme la punk sans-abri). L'oppression sera souvent plus sournoise dans ses manifestations de la vie de tous les jours et rarement avouée. Plusieurs militantes, directement opprimées



de cette façon davantage que l'auteur de ce texte, décortiquent cet angle plus en détail dans ce numéro de " Ruptures ". Mais à cause de la nature même de l'hétérosexualité (désir de ce qui est différent), les hommes " patriarques " décident du même coup qu'être différente signifie aussi être inégale, donc inférieure. Les femmes, comme les hommes, doivent pouvoir décider personnellement d'être différentEs ou non, en comportement comme en identification, des gens de leur sexe ou de l'autre, ce qui n'affecte en rien l'égalité de toute personne.

Mais le caractère biaisé de cette théorie, que des personnes simplistes assimilent à tort à la totalité du féminisme, est que tous les rapports entre les femmes et les hommes seraient gouvernés par l'hétérosexualité. Si c'est une réalité qui est celle d'un certain nombre de personnes (pas nécessairement la majorité, mais uniquement un groupe visible qui impose sa norme), l'ériger en système n'est rien d'autre qu'une dictature, d'où on peut dire que si les victimes du patriarcat sont en général des femmes, les hommes qui " osent " avoir des comportements qui défient la norme et les assument peuvent aussi être discriminés et stigmatisés par leurs semblables, complices du patriarcat. En tant qu'anarchistes, les lesbiennes, gais, bissexuELes, transsexuELes et autres minorités sexuelles dans notre communauté et dans la société doivent tenir leur bout et lutter pour l'égalité de la diversité de leurs situations et refuser les solutions patriarcales et paternalistes que les " leaders de la communauté gaie " leur proposent : le mariage (institution hétérosexuelle, hiérarchisée et sexiste inventée et vénérée par les différentes religions) ou l'union civile (contrat monogame et porteur de privilèges sociaux, donnant des droits supérieurs à ceux des gens qui refusent d'y adhérer).

C'est tout le concept de la famille bourgeoise qui doit être aboli. Le mariage gai est une copie d'un privilège donné aux personnes hétérosexuelles sur le dos des célibataires, des personnes qui veulent vivre libres de contraintes et des enfants dans les couples. Ce ne sont pas les personnes homosexuelles qui doivent obtenir le droit de se marier, mais les couples hétérosexuels qui doivent perdre ce "sacrement" d'institution archaïque et tout traitement spécial qui en découle. Un autre problème causé par la survalorisation des couples est la supposition que tous les couples sont permanents et exclusifs, ce qui est loin d'être le cas et même loin d'être nécessairement désirable. Que donne le mariage gai s'il brise le triangle, par exemple, dont je ferais partie?

Et l'amour libre là-dedans? Depuis au moins 1864, comme le soulignait la première édition de " Ruptures ", les anarchistes réclament l'abolition du mariage, c'était même une promesse républicaine pendant la guerre civile espagnole. Quelques décennies plus tôt, le mariage avait été effectivement aboli par l'URSS dans ses débuts, enregistrant

Les femmes, l'État et la famille

seulement des " unions " qui étaient tout aussi faciles à dissoudre. La jeunesse était même invitée à vivre en " commune ", qui pouvait également servir d'unité de production. Ce mouvement de changement social dura plusieurs années jusqu'à ce qu'un essoufflement de la révolution ne ramène un vent de droite favorisé par Staline et finisse d'installer une discipline de fous, autojustifiée par une " élite " d'intellectuels réactionnaires. Le mariage fut éventuellement rétabli, tandis que l'homosexualité, pour sa part, légalisée peu après la révolution de 1917, fut recriminalisée en 1934.

Il nous faut, de toute urgence, une conception alternative et viable des relations humaines compatible avec l'anarchisme et la nature humaine. Les années 1970 avaient été l'occasion pour toute une génération d'expérimenter de nouvelles expériences. C'est en de telles circonstances que l'on peut forger des conceptions novatrices qui ne prennent rien d'antérieur pour acquis. En 1977, l'auteur états-unien Mitch Walker, qui rédigeait un manuel d'exploration sexuelle pour jeunes adultes suggérait l'activité suivante: " La personne-pénis peut masturber son partenaire; la personne-cul peut se masturber ou alors étirer le bras pour insérer un doigt dans l'anus de son partenaire - beaucoup de possibilités s'ouvrent, à vous de découvrir exactement ce que vous aimez faire et ce que vous appréciez, selon vos différents goûts et humeurs. " Il s'agit d'un bel exemple, bien que vous n'ayiez peut-être pas personnellement l'envie de ces pratiques sexuelles, d'une conception non-déterministe d'un rapport entre deux hommes (ou peut-être pas?) qui ne tient pas compte des préjugés sociaux vécus par les personnes qui s'y adonnent.

La population planétaire étant toujours en croissance cancéreuse, il est clair que la sexualité n'a pas besoin de la reproduction comme exutoire ni comme justification. Si chaque être humain a besoin, en moyenne, de faire l'amour deux fois au cours de sa vie pour maintenir l'espèce, il est temps qu'une activité si épisodique cesse d'être la clé de l'organisation de sociétés où bien d'autres choses se passent le reste du temps!

Que les condoms se constituent en la nation et investissent le peuple du pouvoir souverain!

Sid

Aujourd'hui, en ce début de XXIème siècle, quel bilan pouvons-nous dresser des luttes féministes contemporaines? D'entrée de jeu, on peut constater que ces luttes ont pris la voie d'une demande d'intégration au système. Même en tenant compte des grandes contestations des années '70, elles ont laissé intactes les institutions patriarcales et capitalistes.

Les femmes et l'État: une histoire de famille!

Pour bien comprendre le cadre d'analyse de cet article, nous allons partir du constat suivant: la société capitaliste génère en permanence des contradictions inhérentes à sa propre organisation sociale. Ces contradictions, ressenties et vécues par les groupes opprimés et exploités de la société, vont en retour générer différents mouvements de protestation comme le mouvement ouvrier, la lutte des Noirs, la contestation étudiante... et le mouvement féministe. Nous allons donc nous intéresser ici spécifiquement aux luttes féministes dans leur version contemporaine, c'est-à-dire en lien avec le développement du capitalisme et de la société de classes.

Mais avant d'aller plus loin, il faut bien saisir que ces mouvements de protestation, à un moment ou un autre de leur lutte, doivent se confronter à l'État. En effet, la fonction principale de l'État dans une société capitaliste est de résoudre les tensions issues de ses contradictions. Ainsi, toutes les luttes ne peuvent échapper à l'État et celui-ci dispose de ressources nécessaires pour contrôler ces luttes. Il peut user de la répression de façon plus ou moins violente ou effectuer des modifications du système qui vont atténuer les tensions tout en lui permettant de mieux s'adapter à ses contradictions internes.

Face à l'État, deux dynamiques de luttes peuvent être mises de l'avant: celle dite "réformiste", qui implique un changement dans l'ordre social ou celle dite "révolutionnaire", qui implique un changement total de système. Seuls des modes d'organisation inspirés de l'anarchisme révolutionnaire

peuvent aboutir à une véritable destruction du système capitaliste et patriarcal et ainsi éviter d'être détournés par l'État (sans toutefois échapper à la répression).

Depuis ses débuts, le mouvement féministe a été constamment contraint de négocier avec l'État. Mais faute de dynamiques assez rupturistes et autonomes, les luttes féministes ont échoué à promouvoir un projet global de société à la fois anti-capitaliste et anti-patriarcal. Parce qu'elles se sont alliées avec des appareils du pouvoir comme les partis, l'Église, les commissions gouvernementales, etc., les luttes féministes ont rendu, et rendent encore possible, la constitution de nouvelles formes d'organisation familiale, c'est-à-dire de réarrangements de l'ordre social nécessaires à la survie du capitalisme. Nous allons donc voir comment les victoires du mouvement féministe ont aussi été et sont toujours des victoires de l'État. Mais avant tout, regardons ce qui a poussé les femmes à revendiquer l'amélioration de leur condition sociale.

La naissance du féminisme : origine des contradictions

Le mouvement féministe trouve ses racines dans les contradictions engendrées par le développement du capitalisme. En effet, le capitalisme va venir transformer la production sociale, c'est-à-dire qu'il va entraîner plusieurs changements qui affecteront les deux sphères de la production sociale, soit la sphère de production domestique et la sphère de production non domestique. En voici une brève définition.

La sphère de production domestique, c'est la cellule familiale. Les hommes et les femmes sont affectés à des places sur la base de leur sexe. Leurs relations sont conditionnées par la propriété, le contrôle et l'autorité de l'homme sur la femme et les enfants. Ce sont donc des relations d'exploitation et de domination. Dans cette sphère, la production domestique des femmes comprend la procréation des enfants, l'élevage, l'alimentation, les soins de santé, le travail ménager, etc. Toutefois, ce travail domestique des femmes diffère dans les classes sociales privilégiées où, souvent, elles doivent seulement donner naissance à des héritiers et que le reste du travail est effectué par des domestiques ou des esclaves. Rappelons également que la famille est l'appareil dans lequel s'organise la production domestique.

La sphère de production non domestique, quant à elle, est le lieu où se déroule la lutte des classes. En effet, les relations dans cette sphère sont celles d'exploitation et de domination de la classe dominante par la propriété et le contrôle des moyens de production, des produits et du prolétariat. La production non domestique va s'effectuer dans divers appareils administratifs, étatiques, etc.

Ces deux sphères de production sociale s'articulent l'une avec l'autre et leur jonction, assurée par la classe dominante, permet la cohésion sociale. Toutefois, leur mode d'articulation diffère selon les sociétés, les époques et le stade de développement de ces sociétés. De façon générale, ce développement se fait en deux étapes. Dans un premier temps, c'est au sein de la famille que s'effectue la majorité de la production économique. Le père y a droit de vie ou de mort sur ses enfants, femmes, esclaves. Dans un deuxième temps, la famille est assujettie à la sphère non domestique dans laquelle s'effectue en grande partie la production. Le père doit alors répondre à l'État du bien être des enfants.

Avec le développement du capitalisme, nous allons assister à une expansion de la sphère non domestique au détriment de la sphère domestique. En effet, le capitalisme va entraîner une réduction importante de la production domestique (qui sera progressivement assumée par d'autres appareils que la famille). Parallèlement, il va également transformer les relations entre les deux sphères de la production sociale. Les

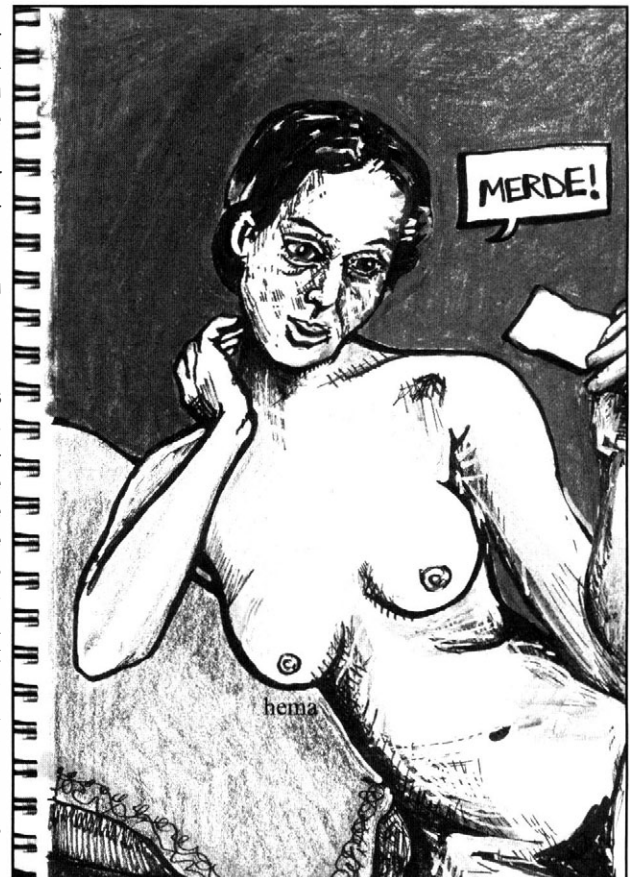
tâches, les fonctions et les relations des femmes et des hommes dans la sphère domestique seront alors modifiées, mais cette modification prendra la forme d'un paradoxe pour les femmes. Ainsi, les femmes ressentiront vivement la contradiction entre, d'une part, leur rôle et leur place dans la famille et la société, et d'autre part, leur représentation idéologique (c'est-à-dire d'après le modèle de la féminité qui les constitue en tant que femmes). Le féminisme va donc naître de ce paradoxe en essayant de trouver d'autres portes de sortie pour les femmes.

Regardons maintenant comment ces changements dans la sphère domestique et non domestique de production se sont effectués au fil des siècles. Nous tenterons alors d'évaluer l'impact du féminisme sur l'organisation du contrôle social.

L'État, jardinier de la famille

Avec le début de la révolution industrielle, les classes dirigeantes se verront dans l'obligation, imposée par les circonstances de l'époque, de porter un intérêt à la réalité de la classe ouvrière. Le développement de grosses industries déclenchera différents problèmes chez la classe ouvrière qui toucheront sa santé, son sexe et sa reproduction. Premièrement, avec la nécessité d'une grande quantité de main d'œuvre, on assistera à une vague d'exode rural qui entraînera pour les classes dirigeantes l'obligation de contrôler les flux de population pour parvenir à des régulations démographiques. Deuxièmement, et par conséquent, de nombreux problèmes issus des grands centres urbains surgiront, comme la cohabitation, la proximité, la contamination, les épidémies, la prostitution ou encore les maladies vénériennes. À cette époque, le prolétariat vivait plutôt comme il le pouvait. Dans les grandes villes, à cause du manque d'espace, les gens partageaient les appartements. On pouvait retrouver dans le même logis une fillette de 5 ans, une femme de 20 ans et un homme de 57 ans n'entretenant entre eux aucun lien familial. De plus, le prolétariat vivait dans la rue qui était pour lui un espace de socialité avec ses bavardages,

ses spectacles, ses jeux, ses cabarets. Notons aussi que l'institution du mariage avait reculé, laissant place au concubinage, et qu'une bonne partie des ouvriers étaient nomades. Pour les classes dirigeantes, la classe ouvrière semble donc échapper aux critères de conditions optimales d'exploitation. En effet, le désordre qu'amène l'industrialisation est incompatible avec le bon fonctionnement de l'industrie. L'État démontrera alors sa capacité à prendre en charge la société.



L'objectif est le suivant: il faut mettre au travail une population qui vit au rythme de la rue. À l'aide de forces répressives, un véritable nettoyage de la rue se fera à coups de lois contre le vagabondage, de chasse aux mendiants, de destruction de quartiers insalubres. La rue deviendra un objet et un terrain de contrôle, voué désormais à la circulation. La première réorganisation de la famille coïncide donc avec une transformation de la ville et commence à se constituer quand la société perd la rue. En effet, le nouvel ordonnancement de la ville instaurera la division entre espace privé et espace public. L'État s'appropriera le second en renvoyant la socialité dans l'espace privé où les solida-

rités familiales vont désormais prendre une importance nouvelle. Maintenant, c'est la maison qui deviendra le nouveau centre de la vie, le substitut de la rue réservé seulement aux membres de la famille. Toute cette transformation se verra renforcé par une nouvelle formation de l'idéologie basé sur la distinction du privé et du public.

Le modèle bourgeois de la famille

Le modèle bourgeois de la famille s'articulera autour de la distinction entre la vie publique et la vie privée. La première constitue l'ensemble des relations vécues hors du cadre de la famille dans les différentes activités politiques, professionnelles, religieuses, etc. La seconde est en fait l'ensemble des relations parentales et conjugales au sein de la famille nucléaire dans laquelle l'homme et la femme sont affectés à des fonctions et à des tâches sur la base de leur sexe. C'est autour de cette distinction entre vie publique et vie privée que va se constituer tout un appareil idéologique de conjugalité basé sur le mariage au nom de l'amour romantique, de lien parental basé sur l'amour aussi, mais surtout basé sur l'amour maternel et la vocation féminine d'éduquer. La famille devient alors un lieu privé autonome, isolé du monde extérieur, auto-suffisant en ce qui a trait à l'affectivité. Le modèle de la famille bourgeoise relègue la femme à une vocation première et naturelle d'épouse et de mère. Ce discours était vu par les classes dominantes comme une garantie de prospérité et d'ordre social.

Toute cette opération de "privatisation" de la famille, de formation de la famille de type bourgeoise, sera mise en place par l'État. En effet, l'État va créer des lois et des politiques ciblant directement la famille. Ces politiques seront mises en application par un réseau d'appareils publics et para-publics, de groupes privés, séculiers, religieux, le tout sous la tutelle de l'État qui centralisera toutes les interventions (y compris celles organismes privés nés spontanément et organisés librement qui verront leurs ressources techniques, financières et légales fournies par l'État). Cette structure permettra de mieux réglementer, superviser, surveiller, encadrer et réprimer la classe ouvrière.

Autre conséquence du développement industriel, de nouvelles demandes de main d'œuvre provoquera l'entrée des femmes et des enfants dans les usines et les manufactures. Cela coïncidera avec la naissance du féminisme moderne, soit vers la première moitié du 19^{ème} siècle. À l'époque, les dis-

cours féministes vont donc dénoncer vigoureusement les conséquences physiques et morales du double travail des femmes à la maison et à l'usine : "les heures de travail trop longues, les salaires trop bas, la difficulté d'accumuler une dot, de trouver un mari "solvable", de prendre soin des enfants, etc." (1)

Pour soulager cette misère ouvrière féminine, les classes dirigeantes revaloriseront les modèles de la "conjugalité" et de la "domesticité" bourgeoise et feront un de leurs objectifs l'assistance gouvernementale et privée à la classe ouvrière.

En effet, "aux enfants, on [imposera] l'obligation d'aller à l'école et l'interdiction de vagabonder, la surveillance maternelle, sous le regard vigilant du travailleur social et celui de la dame patronnesse. Aux femmes, l'union et la procréation légitimes, l'assignation à domicile, la responsabilité du travail ménager, du soin et de l'éducation des enfants (...); enfin, la tutelle maritale et la surveillance du médecin outre celle du curé". (2) La répartition de l'homme à l'usine, de la femme au foyer et de l'enfant à l'école est donc inséparable de la division du prolétariat en familles pour mieux le contrôler économiquement et l'assujettir politiquement.

Ce qu'il faut comprendre de cette première phase de réorganisation de la famille dans le contexte du capitalisme, c'est que pour la classe dirigeante, la disciplinarisation du prolétariat devait passer par la reconstitution d'une cellule familiale stable, de gré ou de force. Le discours dominant s'articulera alors autour de la femme "reine au foyer", le travail de la femme étant globalement réprouvé par la société. Toutefois, le système économique ne pouvait se passer indéfiniment du travail des femmes ouvrières. On assistera donc à une entrée massive des femmes dans les usines, le plus souvent comme ouvrières non-qualifiées, donc moins bien payées.

Vers la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle, après certains signes d'essoufflement, le féminisme va prendre un nouvel essor. Les féministes ont alors pour priorités la lutte pour l'obtention du droit de vote (reconnu au Québec en 1940), pour l'accessibilité aux professions et aux métiers ainsi qu'à l'éducation secondaire et universitaire. Cette période de lutte va coïncider, encore une fois, avec une réorganisation de la famille répondant aux changements affectant la production au niveau familial, extra-familial et de leurs rapports réciproques. En

effet, nous pouvons observer, d'une part, une intégration croissante des femmes à la main d'œuvre salariée et d'autre part, la fabrication industrielle et la mise en marché d'un plus grand nombre de biens et de services traditionnellement produits par la famille et d'une nouvelle technologie touchant les instruments relatifs aux travaux ménagers.

Ces changements seront associés à une "privatisation" croissante des femmes, en tant qu'épouses, mères et maîtresses de maison, au sein de la famille. Cette opération, déjà amorcée au siècle précédent au nom des principes de la "domesticité" bourgeoise, va être renforcée par de nouveaux mécanismes idéologiques. Cette nouvelle propagande répandra le mythe du professionnalisme dans le travail ménager et le soin des enfants (répondant à des normes strictes de rationalité, de qualité et de rendement), couronnant par le fait même une nouvelle idéologie de la féminité. "Cette nouvelle féminité [va placer] une lourde responsabilité sur les épaules des femmes, en particulier celles de la classe ouvrière qui auront du mal à trouver le temps et les ressources nécessaires pour être à la hauteur de leur obligations". (3)

Ce discours répond donc aux revendications féministes, surtout celles des femmes bourgeoises, concernant l'éducation et l'instruction des femmes: les femmes doivent posséder des connaissances scientifiques et une formation spécialisée pour assurer les tâches domestiques. Désormais, c'est le mécanisme même de la privatisation qui va assurer le contrôle social plutôt que la structure de domination familiale elle-même.

Au début du 20^{ème} siècle, les luttes féministes iront de pair avec la redéfinition de la place des femmes dans la société qui est alors en train de s'effectuer. Leurs revendications auront pour objet la participation des femmes à la vie publique et politique. Cependant, cette participation sera placée sous la juridiction de l'État, de l'Église et de leurs appareils de contrôle (comme les partis politiques, les sociétés de charité, les associations de bienfaisance) pour être mise au service de la reproduction sociale. En effet, on va considérer que les femmes doivent apporter au monde extérieur une contribution proprement féminine comme la douceur, l'amour, la paix, l'esprit de sacrifice, l'altruisme, l'instinct maternel, etc. On fera donc

explicitement appel à la vocation réformatrice des femmes pour canaliser leur participation dans des activités utiles à la conservation de l'ordre social. Les appareils de contrôle encadreront, orchestreront et orienteront dans le sens de leurs intérêts l'engagement social et politique féminin.

L'activité socio-politique des femmes sera grandement appréciée d'autant qu'elle est soumise à ses responsabilités d'épouse, de mère et de ménagère et donc que sa participation se limite à son temps libre que lui permettent sa famille et son foyer. De plus, cette activité se fait dans le prolongement de l'idéologie de la féminité et donc qui préserve l'idéologie traditionnelle de conservation. Enfin, "en même temps que l'activité publique des femmes permet de réduire leur subordination domestique aux maris et aux pères, cette activité rend possible, paradoxalement, la subordination directe et immédiate des femmes aux instances centrales et supérieures du contrôle social". (4)

Dans le domaine de l'éducation, on permettra l'entrée des femmes dans les collèges et les universités laïques. L'éducation des femmes est alors assumée par d'autres groupes que les communautés religieuses. Toutefois, on crée rapidement des études ménagères et para-ménagères comme la diététique, la puériculture, etc., pour ramener les femmes dans le droit chemin. Dans le domaine du travail, on assistera à la création de ghettos d'emplois féminins tels que l'enseignement et l'infirmier. Si à partir des années 1930 et jusqu'aux années '60 (et même '70), le mouvement féministe tend à s'éclipser, les femmes salariées, elles, ne retourneront pas à leurs fourneaux. Elles resteront sur le marché du travail et participeront à de nombreuses luttes pour la défense de leurs droits.

Les années 70 à aujourd'hui

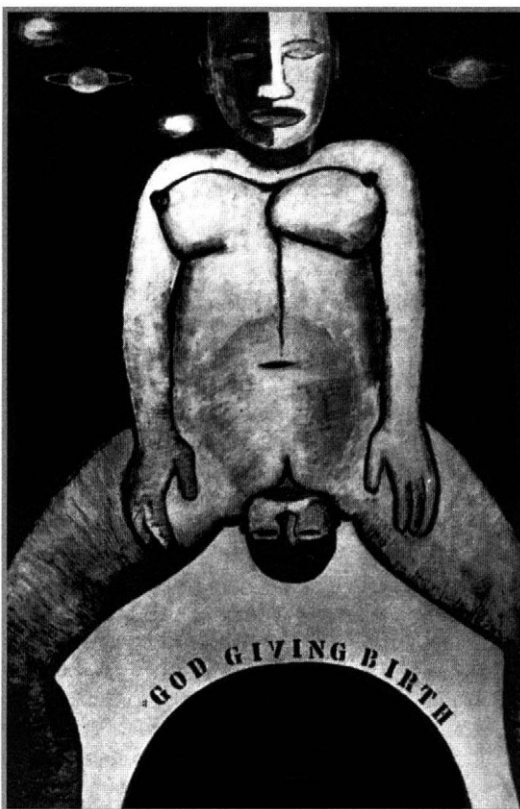
Le déclin de la production domestique

Comme nous l'avons vu précédemment, certains changements liés à divers facteurs rattachés au développement du capitalisme, vont affecter la production domestique, la production non domestique et leurs rapports mutuels.

Peut-être serait-il bon ici de les rappeler brièvement à fin de bien me faire comprendre.

D'abord, la mise en

marché de biens, de services et d'instruments de travail relevant des tâches domestiques viendront réduire la nécessité et la fonctionnalité de plusieurs caractères traditionnels au sein de la famille, comme les places fondées sur le sexe. Désormais, la préparation des repas, le nettoyage, l'habillement et autres tâches atteindront un tel degré de simplicité qu'elles pourront être assumées par toute personne adulte sans formation ou expérience, sans prendre trop de temps et d'efforts. La société n'aura donc plus besoin de la femme en tant qu'agent spécialisé des tâches domestiques travaillant à temps plein dans la cellule familiale.



La tendance à la baisse de la procréation doit également être prise en compte. En effet, le petit nombre d'enfants à la charge des familles n'exigera plus des femmes un investissement considérable de temps et d'énergie. C'est l'ère de la croissance zéro. Toutefois, des enfants sont quand même mis au monde et doivent être nourris, amusés, protégés, surveillés, socialisés. Mais ces tâches seront assumées peu à peu par l'État et différents appareils de contrôle de la sphère non domestique autre que la famille. Par exemple, l'éducation des enfants sera

prise en charge par l'école et les garderies, les soins de santé par les hôpitaux et les cliniques, la socialisation par les médias et ainsi de suite. Justement, la notion de sous-culture des jeunes véhiculée par les médias démontre bien comment certains membres de la famille, dans ce cas-ci les jeunes, sont désormais rattachés à des instances autres que la famille.

Les familles pauvres viennent tout d'abord exception à la règle, tout d'abord parce qu'elles ont parfois plus d'enfants, mais aussi parce qu'elles n'ont pas toujours les moyens financiers de se procurer tous les produits ou ressources leur permettant de réduire le travail domestique. Paradoxalement, on assiste chez les familles bourgeoises à une tendance de multiplier les tâches domestiques. Parce que les riches ont beaucoup de temps libre, on change les draps deux fois par semaine, on accompagne les enfants à leurs activités, on fait ses confitures. Autant de tâches qui deviennent pour eux des hobby. Le travail domestique a peut-être doublé mais peu importe: dorénavant, c'est un passe-temps.

Les divers facteurs décrits plus haut ainsi que l'intégration croissante des femmes sur le marché du travail et la formation que requiert désormais la main d'œuvre salariée vont venir modifier le système des places sexuées propres à la famille. D'un côté, ces places existent toujours mais elles sont privées, et de l'autre, les relations de domination et d'exploitation des hommes sur les femmes qu'elles entraînent apparaissent comme injustes aux femmes. C'est alors que le féminisme prendra un essor sans précédent et s'emparera de la rue.

Le mouvement des femmes et son impasse

Pendant les années 70, on assiste à une remise en question des rôles traditionnels. D'abord pour et par les femmes, la dynamique lancée va dénoncer le patriarcat, l'assignation des femmes au travail ménager et à l'élevage des enfants. On s'attaquera à la famille, au mariage, mais aussi à la justice et à l'État avec une analyse très poussée de ces instruments du patriarcat et du capitalisme. On abordera la question de la libération sexuelle et on revendiquera pour les femmes le droit au plaisir et à la jouissance. On brûlera les soutiens-gorge et autres objets contraignants tout en jetant à la poubelle les parfums et autres déodorants qui masquent l'odeur naturelle des corps. On

fera la promotion de la simplicité: vive la nudité, débarrassons-nous des sex-shops! On désire vivre ses désirs naturellement. À l'intérieur même de certaines organisations politiques (de l'extrême gauche jusqu'au mouvement libertaire), les femmes dénonceront la domination masculine et les comportements machistes des militants. On inventera de nouvelles formes d'intervention: par la fête, les couleurs, l'humour, les flonflons, les actions spectaculaires. On portera sur la place publique les tabous comme l'inceste, le viol, l'homosexualité, etc. et on démontrera que le personnel est politique. Toutefois, la dynamique féministe des années '70 ne pourra éviter certains pièges et débouchera sur une impasse. Pourquoi?

D'abord, l'exaltation de valeurs féminines telle la maternité et la féminité montrera un paradoxe assez révélateur. En effet, l'identification aux normes de certaines féministes laissera intacte le caractère dysfonctionnel de cette dite "féminité" qui enferme les femmes dans leur rôle traditionnel au lieu de les libérer de leur oppression. La valorisation de comportements "féminins" fut donc l'un des pièges dans lesquels certaines femmes tombèrent à pieds joints.

Ensuite, on expliquera la faible participation des femmes dans la vie politique et leur sous-représentation aux postes dirigeants en affirmant que la parole et le pouvoir sont une affaire d'hommes. Toutefois, le fonctionnement interne de certains groupes de femmes démontra bien la fausseté d'une telle thèse. En effet, l'autoritarisme, la hiérarchie, la domination et la soif de pouvoir sont également présents chez les groupes non-mixtes.

Dans un autre ordre d'idée, le concept de la sororité va leurrer un grand nombre de femmes, leur faisant perdre de vue la lutte des classes. En effet, la dénonciation patriarcale sans la dénonciation capitaliste débouche sur une impasse interclassiste qui n'a d'autre voie que le lobbying. Même si toutes les femmes ont en commun la soumission face aux hommes, leur aliénation est différente puisqu'elle s'effectue dans des conditions matérielles extrêmement variées. Les femmes de la classe dirigeante profitent du système capitaliste à divers degrés et ne rejettent donc pas ce système qui leur donne des avantages. Les femmes n'ont donc pas un même intérêt économique au renversement de l'ordre qui les opprime. Par ailleurs, lutter contre la domination des hommes ne veut pas nécessairement dire lutter contre le pouvoir, ni être pour l'égalité

des deux sexes.

De façon générale, la non-mixité a limité l'influence des femmes dans les mouvements sociaux mixtes. En effet, aucune révolution ne peut se faire dans l'ignorance de l'un des deux sexes et les hommes ont eux aussi intérêt à combattre le patriarcat. Si les femmes sont les premières victimes de l'oppression patriarcale, les hommes sont eux aussi aliénés par le rôle social qu'on leur impose. D'où la nécessité de promouvoir un projet global de société pour ne pas tomber dans une "guerre" de sexe entre exploités. Ce que, malheureusement, le mouvement féministe des années '70 n'a pas été capable de faire et qui, en l'absence d'une réelle contestation du système, a laissé place à l'institutionnalisation de ses revendications par l'intégration des femmes dans la société capitaliste. Voyons comment, encore une fois, l'État a répondu à cette demande d'intégration pour la canaliser dans le sens de ses intérêts.

La famille étatisée

La réponse de l'État aux revendications féministes coïncidera de nouveau avec une restructuration du contrôle social. On assistera à une transformation de la famille, de l'État et de leurs liens réciproques. Cette restructuration se fera bien sûr par l'État et ses appareils, mais se fera aussi avec la participation des femmes. D'un côté, elle s'appuiera sur l'élimination de la sphère de production domestique par l'absorption progressive des fonctions familiales par l'État qui cherche à les convertir en fonctions politiques. Ce processus favorisera la transformation de la sphère de production domestique en un lieu privé de la socialité. Dès lors, la famille devient l'unique refuge et la gardienne des relations entre les personnes dans un cadre gratuit et spontané, dépouillé de son caractère autoritaire et contraignant. Tous les rapports personnels et l'affectivité se font désormais dans la cellule familiale puisqu'il n'y a plus aucune solidarité dans le public. Cette transformation favorisera la division et l'isolement des hommes, des femmes et des enfants entre eux et permettra d'accroître le contrôle de l'État sur leur vie publique.

De l'autre côté, l'État va implanter, orienter et réglementer des programmes de services de garde et de santé pour satisfaire les revendications et les besoins des femmes. Cette opéra-

tion va assurer le contrôle direct de l'État sur les femmes et les enfants. Par exemple, c'est l'État qui détient le pouvoir de diffuser les contraceptifs et les services relatifs à l'avortement. Mais ce pouvoir, il peut aussi bien s'en servir pour imposer ou interdire la fécondité aux femmes. Et avec l'accroissement des familles monoparentales (dont les cheffes de famille sont majoritairement des femmes), l'État va prendre virtuellement le rôle du père par son aide et son soutien financier.

Libération des mœurs?

Le déclin de la production domestique va apporter une relative égalité domestique entre les hommes, les femmes et les enfants. Pour les femmes, cela peut représenter une certaine amélioration des conditions de vie au sein de la famille, mais surtout hors du foyer. Parce que l'inégalité des femmes dans la cellule familiale a permis aux patrons pendant longtemps (et même encore aujourd'hui) de leur imposer des conditions pires que celles des travailleurs, cette modification apporte donc certains changements comme la syndicalisation, la sécurité d'emploi, l'égalité salariale... Pourtant, l'obtention de ces droits a dû se faire par une intervention de l'État, ce qui lui ée, parce qu'elle a acquise en droit une certaine égalité face à l'homme. Bien entendu, il s'agit là d'une libération qui convient plutôt à l'économie capitaliste et à la



politique de l'État. Si la femme a maintenant les mêmes droits qu'un homme dans le travail, le mariage, la vie sociale, etc., elle n'en demeure pas moins "différente". Après tout, c'est une femme. Et voilà revenir au galop l'éternel discours sur la féminité. A l'heure actuelle, on assiste à une revalorisation des "propriétés" de la nature féminine adaptées au monde moderne. Si les femmes revendiquaient auparavant leur libre droit de disposer de leur corps, il est drôle de constater que la lingerie féminine et tous les produits de beauté ne se sont jamais vendus aussi bien. Le mythe de la beauté a toujours été et continue d'être pour les femmes une contrainte et une aliénation, mais également un marché juteux pour le capitalisme. De plus, grâce à cette nouvelle féminité, la division sexuelle du travail dans la sphère de production non domestique devient psychologiquement acceptée, donc possible. Cette division crée des catégories d'emplois féminins plus ou moins intéressantes qui profitent aux patrons et à l'économie capitaliste.

Du même souffle, on parle de libération sexuelle. Drôle de conception. Le fait de vivre en union libre, avec ou sans enfant, ne signifie en rien le droit de choisir son type de relation. En effet, ces nouvelles formes de la "conjugalité" sont bien souvent imposées par l'État par toutes sortes de politiques, de législations et d'interventions relatives au mariage, au divorce, à la garde des enfants, etc. Deuxièmement, l'hétérosexualité et la monogamie sont toujours les modèles dominants imposés et conditionnés par la publicité et l'État. Enfin, si aujourd'hui le fait de vivre en concubinage est un choix qui est respecté, c'est parce qu'il n'y a rien d'inquietant là-dedans pour l'État. Ce choix correspond plutôt à un désir personnel qu'à une tentative de changement radical de la société.

Retour de l'ordre moral

Depuis les années '80, on assiste en force à un retour de l'ordre moral alimenté par la peur du chômage et la précarisation des travailleurs et des travailleuses. L'absence de solidarités sociales et de dynamiques de changement ont entraîné un regain d'intérêt pour le mariage qui semble être considéré par beaucoup comme une valeur-refuge. Face au sida, qui induit des comportements nouveaux dans la sexualité, la fidélité

reprend du poil de la bête et les relations stables, tout comme le condom, sont préconisées. Les idées réactionnaires, tout comme les comportements machistes, reflorissent dans la presse et la publicité.

Aujourd'hui, "le message omniprésent de nos sociétés est celui qu'il ne faut pas prendre de risques, en matière de sexualité comme ailleurs; il s'agit de protéger sa famille, son corps, toute sa vie et celle des siens, par un ensemble de règles et de fonctionnements individuels et collectifs- un message qui vise, bien sûr, à éviter toute agitation sociale, toute contestation de l'ordre social établi." (5)

Conclusion

Le bilan que nous pouvons tirer des luttes féministes contemporaines nous montre qu'elles ont été un élément déclencheur de réaménagements de l'ordre capitaliste indispensables à la conservation du statu quo. Ainsi, tout a bougé, mais rien n'a changé.

Parce que le mouvement féministe s'est allié à l'État, parce que ses revendications ont été formulées dans le langage propre à l'État, ses luttes se sont retournées contre lui. Rien de surprenant à ce que les revendications féministes aient été satisfaites sans même que les contradictions qui les provoquaient n'aient été renversées.

Pourtant, me direz-vous, les femmes ont obtenu la reconnaissance de certains droits pendant que certaines de leurs conditions de vie ont été améliorées. Oui, mais ces gains ont également permis à l'État d'accroître son contrôle sur le mouvement des femmes. Pour s'en convaincre, nous n'avons qu'à regarder tous les organismes, conseils et commissions ayant pour objet d'étudier les femmes, d'écouter leurs revendications, leurs opinions, de leur présenter des "solutions" et même de subventionner des projets féministes. En s'institutionnalisant, le féminisme a considérablement affaibli son potentiel subversif.

La lutte des femmes contre le patriarcat a bel et bien un potentiel subversif. Elle remet en question les rôles sociaux traditionnels, la famille, l'oppression sexuelle, la domination. En d'autres mots, cette lutte permet la remise en question de la société. Toutefois, ce potentiel ne peut être pleinement déployé que si les femmes s'engagent dans la lutte révolutionnaire.

Pour y arriver, il importe d'abord de remettre sur le tapis la lutte des classes. En effet, les luttes féministes se sont trop souvent définies comme une guerre de sexes prioritaire aux autres luttes. Il n'y a qu'un combat à mener, celui d'achever le communisme libertaire, c'est-à-dire d'abolir la société de classes et arriver à la destruction complète de l'exploitation et de la domination. Et pour cela, on ne peut instituer une division du travail de libération en interdisant aux hommes de participer à la lutte anti-patriarcale. Une véritable révolution ne pourra se faire dans l'ignorance de l'un ou l'autre sexe et devra libérer tout le monde ensemble: femmes, enfants, hommes, prolétaires, NoirEs, etc.

De plus, nous devons cesser de voir les luttes comme séparées les unes des autres. Il est grand temps de créer une réelle unité de classe, de nous construire une confiance de classe, pour passer à l'offensive contre le système; une attaque contre une partie de notre classe sera alors vue comme une attaque contre nous tous et toutes. En ce sens, "toute action visant réellement la destruction de la propriété et de l'État coïncide avec l'objectif de libération des femmes et réciproquement, toute action visant au renversement d'oppression patriarcale contribue à l'abolition de la propriété et de l'État." (6)

L'organisation anarchiste est nécessaire à la lutte anti-patriarcale pour aboutir à une véritable révolution. Il est primordial d'établir des bases de démocratie directe, non-hiérarchiques, visant la participation de toutes et de tous pour empêcher que notre force de contestation ne soit de nouveau entravée et détournée par l'État.

E. Moraletat

(1) Nicole Laurin-Frenette, *Féminisme et anarchisme* : quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État,

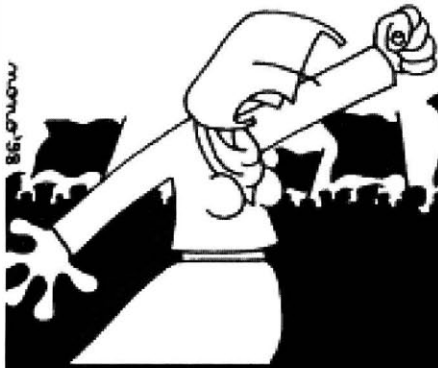
(2) Nicole Laurin-Frenette, op. cit., p. 27.

(3) Nicole Laurin-Frenette, op. cit., p. 29.

(4) Nicole Laurin-Frenette, op. cit., p. 31.

(5) Vanina, *Corps, rapports sociaux et ordre moral*, Courant Alternatif, novembre 2001, Organisation Communiste libertaire.

(6) Nicole Laurin-Frenette, *Travailleuses et féministes*.



QUEL INTÉRÊT POUR LES HOMMES DANS LA LUTTE ANTIPATRIARCALE ?

Un point de vue anarchiste

Une question hante tous les mouvements sociaux : quelle place accorder aux individus provenant des groupes privilégiés par l'oppression que l'on combat. Concrètement, quelle place devrait avoir les blancs dans la lutte antiraciste ? Quelle place devrait prendre les petits-bourgeois dans les luttes populaires ? Quelle place devrait avoir les hommes dans la lutte antipatriarcale ? Et, d'ailleurs, sur quelle base et dans quel intérêt ces individus se mobilisent-ils ? Ne sont-ils pas, en quelque sorte, "bénéficiaires de l'oppression" des autres ? Dans le contexte d'un dossier sur le patriarcat dans une revue publiée par un groupe composé à majorité d'hommes, la question se pose avec acuité.

La récupération : une crainte légitime

Dans la mesure où les hommes sont socialisés en tant que dominants, il est légitime de se demander quelles sont leurs motivations --et surtout quelles seront leurs pratiques-- quand un groupe de mâles s'amène avec ses grosses bottes pour s'intéresser à la lutte contre le patriarcat. Surtout si certains réclament à corps et à cris leur statu "d'opprimés" par le patriarcat... C'est quoi le but ? Contrôler jusqu'à la lutte des femmes ? Se dédouaner d'un sexisme qu'on n'arrive même plus à nommer ? Le risque de récupération et de détournement des luttes est grand et ne peut pas être pris à la légère.

Que les femmes veuillent garder le contrôle du mouvement des femmes, rien de plus logique. Dans la mesure où le sexisme est la principale incarnation concrète du patriarcat, que celles qui le vivent veuillent le nommer et le combattre en toute autonomie, c'est légitime et nécessaire. Que, dans ce contexte, les hommes solidaires soient relégués à un rôle de soutien --s'occuper de la garderie, par exemple-- et que tout ce qui

est utile soit fait pour que le contrôle de la lutte soit assumé par des femmes, c'est tout aussi légitime et trop souvent nécessaire. Ce serait bien le comble s'il fallait qu'on accepte que la domination masculine se fasse sentir jusque dans la lutte pour son abolition !

De l'intérêt des hommes dans l'abolition du patriarcat

Pourquoi les hommes s'engageraient-ils dans la voie de la déconstruction du masculin, dans la lutte antipatriarcale ? Dans quel intérêt le feraient-ils s'ils profitent de l'oppression des femmes ? Qu'il y ait énormément de privilèges liés au fait d'être un homme dans cette société, il n'y a pas de doute là-dessus. Maintenant, de là à dire que les hommes n'ont aucun intérêt à abolir le patriarcat, il y a un pas. En effet, à la base, les privilèges accordés aux hommes visent surtout à leur faire accepter leur place dans la société et le rôle qu'ils ont à jouer dans le maintien de l'ordre patriarcal et capitaliste. L'aliénation, une des formes distinctes de l'oppression de ce système est donc partagé par les hommes.

On a souvent tendance à confondre patriarcat et sexisme. Or, si le sexisme est la principale manifestation du patriarcat, ce n'est pas tout le patriarcat. À la base du patriarcat, il y a la socialisation en genres sexués. Cette socialisation affecte les hommes que les femmes, en ce qu'elle les aliène l'un et l'autre (nous ne parlons pas ici des multiples autres formes d'oppressions --agressions, discriminations, etc.-- vécues spécifiquement par les femmes). Un des postulats de base de l'anarchisme est la construction d'un monde d'individus libres, égaux et autonomes, des uniques. Tant que la socialisation en genres sexués perdure, c'est impossible. Pour que l'individu puisse atteindre sa pleine maturité et son plein épanouissement, il faut abolir cette sociali-

sation en genre. Voilà, à mon sens, un des principaux intérêts de la lutte antipatriarcale pour les hommes.

D'autre part, le capitalisme repose en grande partie sur le patriarcat. La socialisation en genres sexués est la première façon d'embrigader les gens dans ce système. Sans cette première aliénation, la réification des salariés --leur transformation en marchandise-- est incompréhensible. En effet, comment des individus libres et autonomes pourraient-ils entrer dans le moule du travail --impliquant une forte hiérarchie-- sans d'abord avoir subi une première aliénation (entrer dans le moule des genres sexués hiérarchisés) ?

Responsabilité des mâles

Le patriarcat se reproduit, se transforme et se renforce par deux voies principales : la voie institutionnelle et la voie culturelle (la socialisation). Le mouvement des femmes, dépendamment des périodes, identifie des points de tensions institutionnels et culturels et travaille à les éliminer. Maintenant, la part des hommes qui se disent et se sentent solidaires de la lutte antipatriarcale ne peut pas se limiter à un appui "altruiste" (ou basé sur le sentiment de culpabilité). Après tout, nous avons notre part --importante-- de responsabilité dans le maintien du patriarcat.

Une bonne part de la socialisation patriarcale échappe à la famille et à l'école et se fait "entre hommes" dans ce que certains ont appelé "la maison des hommes". Il s'agit de tous ces moments "non-mixtes" lors desquels se renforce la socialisation patriarcale, là où l'on "apprend à être un homme", à être "viril", à se comporter avec

les femmes, etc. Sans nécessairement tomber dans l'autoflagellation, il y a tout un travail quotidien de déconstruction de la norme masculine et du rapport à l'autre à effectuer par les hommes, entre hommes. C'est un travail difficile, lent et souvent pénible (mais aussi libérateur) qu'il faut entreprendre. À ce chapitre, nous ne pouvons pas abdiquer nos responsabilités et laisser aux femmes le soin de dénoncer les schémas et les pratiques sexistes. Le silence collectif des hommes --en tout cas de leur grande majorité-- est un des piliers sur lequel repose le patriarcat. Dans ce contexte, qui ne dit mot consent. Il n'y a pas de neutralité possible.

Et la lutte de classes dans tout ça ?

L'oppression patriarcale a des répercussions dans la lutte de classe. Nous ne sommes visiblement pas tous égaux et toutes égales face à l'exploitation... Pour paraphraser Orwell : tous les prolétaires sont exploités mais certaines le sont plus que d'autres ! Peu importe vers quel indicateur on se tourne, les femmes subissent plus que leur part d'exploitation et d'oppression. Les femmes forment le gros des bataillons de la pauvreté, de la discrimination, de la précarité et des non-syndiquées. Le prolétariat est aujourd'hui constitué à très forte majorité de personnes qui, en plus de l'oppression de classe "générique", vivent aussi des situations d'oppressions spécifiques (racisme, sexisme, hétérosexisme, etc.), il faut en tenir compte dans nos analyses et nos stratégies. L'image d'une lutte de classes viriles, entre hommes, est à bannir.

Diviser pour régner a toujours été la devise des capitalistes. De tout temps, des privilèges relatifs ont été accordés à des groupes spécifiques --en l'occurrence des mâles blancs et hétérosexuels-- pour prévenir une solidarité de classe qui aurait pu mettre en danger les privilèges des nantis. Aujourd'hui, dans un contexte d'offensive généralisée, les patrons n'ont plus besoin de ces privilèges relatifs pour maintenir leur domination. Il est pathétique de voir comment certains secteurs du prolétariat se démènent pour maintenir coûte que coûte leurs privilèges. L'apparition des clauses orphelins en est un bel exemple, le corporatisme tout azimut en est un autre. Comment les syndicats espèrent-ils dans ce contexte faire jouer une solidarité de classe (si jamais ils y aspirent encore) ?

Pour rétablir le rapport de force face à la classe dirigeante, il est urgent de reprendre à notre compte les analyses antipatriarcales (comme antiracistes, par ailleurs). Plusieurs luttes sociales se mènent actuellement à partir d'une analyse antipatriarcale --la plus évidente étant l'équité salariale-- et elles seront vraisemblablement de plus en plus nombreuses. Pour cimenter la solidarité de classe, il faut faire de la lutte pour l'abolition des privilèges et des inégalités entre nous la priorité des priorités. Pour mener une lutte unitaire, rien de mieux que de porter des revendications dans lesquelles tout le monde trouve son compte, en commençant par les plus exploités.

Les plus grands épisodes de lutte de classes au Québec sont partis d'analyses de ce type. Le meilleur exemple est sans doute le front commun des employés provinciaux de 1972 : l'idée de base de la CSN de l'époque pour unir toutes les salariéEs dans une grande lutte contre l'État était de revendiquer un salaire minimum de 100\$ par semaine pour toutes les employéEs de l'État. C'est cette revendication qui a fait du front commun la grève générale la plus massive de l'histoire du Québec. La stupidité de l'État, en enfermant les leaders des centrales syndicales, a fait le reste, précipitant la grève générale dans l'insurrection. Tous ça parce que la CSN voulait que les femmes de ménage et les préposésEs aux bénéficiaires puissent gagner un peu de dignité et faire décemment vivre leur famille !

Hommes et femmes ont tout intérêt à construire un front libertaire des luttes de classes. Cela ne sera possible qu'en menant une lutte contre toutes les oppressions et en priorisant un agenda basé sur l'abolition des privilèges et des inégalités, donc une lutte contre le patriarcat.

Contrairement à d'autres, je ne suis vraiment pas à l'aise de dire que les hommes sont eux aussi "opprimés" par le patriarcat. Je préfère que l'on précise cette oppression qu'est l'aliénation pour éviter la confusion et, surtout, de minimiser la masse d'oppressions vécues uniquement par les femmes. À la limite, peut-être les hommes gais sont-ils un peu plus opprimés... Et encore, il faudrait voir dans quelle mesure ils ne sont pas privilégiés par rapport aux lesbiennes ou aux transgenres, dans quelle mesure est-ce qu'ils ne conservent pas certains des privilèges d'être mâles. Par contre, une chose est sûre, les hommes sont définitivement affectés et aliénés par le patriarcat. Cette aliénation participe de ce qui les empêche de

devenir réellement libres et autonomes. C'est ici que se situe l'intérêt principal des hommes dans la lutte contre le patriarcat : la conquête d'une réelle liberté. Il y a bien sûr beaucoup d'écueils à éviter dans la participation des hommes à la lutte contre le patriarcat... Mais, selon moi, le chemin qui mène à une société communiste libertaire passe, entre autres, par là.

Marc-Auréli

POUR CONTACTER LA NEFAC

MEMBRES :

Québec : nefacquebec@yahoo.ca
NEFAC a/s Groupe Émile-Henry
C.P. 55051m 138 St-Vallier Ouest
Québec (Québec), G1K 1J0

Montréal : nefacmtl@yahoo.ca
NEFAC a/s La Bête Noire

Sabate Anarchist Collective
PO Box 230685, Boston, MA 02123
sabate36@juno.com

Barricada Collective
PO Box 73, Boston, MA 02133
barricadacollective@hotmail.com
http://www.barricada.com

Sofia Perovskaya Collective
PO Box 230055, Boston, MA 02123

Roundhouse Collective
1621 Fleet St., Baltimore, MD, 21231
roundhouse@mobtown.org

Tute Nere Collective
PO Box 645, Riverdale, MD 20738
tute_nere@hotmail.com

SYMPATHISANTS:

RASH Montreal
PO Box 491, Montreal P.Q., H2L 4K4
rashmtl@hotmail.com

Facing Reality (Montréal)

Freyhey Collective
Box 116, 339a College St., Toronto
ON, Canada, M5T 1S2
<freyhey@tao.ca>

De'Cleyre (Philadelphia)

Thomas Paine Park Group
New York

Un appui critique aux femmes révolutionnaires d'Afghanistan



Cet article tentera d'expliquer pourquoi les anarchistes devraient supporter de façon critique l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan (RAWA) dans le cadre d'un travail actif contre la guerre (aussi bien que dans celui d'une lutte antipatriarcale plus large!).

RAWA est aux premières lignes de l'agitation radicale pour les droits des femmes en Afghanistan depuis plus de 26 ans. Cette association s'est battue contre l'occupation soviétique en 1979, contre la montée des fondamentalistes soutenus par les États-Unis qui s'en est suivie et, depuis 1996, contre des Talibans tout aussi misogynes et fondamentalistes. Elle se définit comme étant " une organisation sociopolitique de femmes afghanes luttant pour la paix, la liberté, la démocratie et les droits des femmes dans une Afghanistan flétrie par le fondamentalisme ".

RAWA est la seule organisation de base, séculière, féministe et social-démocrate agissant sur le terrain dans ce pays. Aujourd'hui, avec l'effort de guerre américain, les yeux du monde entier sont tournés vers les différentes facettes de l'Afghanistan, incluant RAWA. Les femmes de cette association sont des combattantes de la liberté qui risquent leurs vies pour éduquer et fournir de l'aide aux femmes et aux filles en Afghanistan de même que dans les camps de réfugiés des pays voisins. Elles élèvent des révolutionnaires en créant des écoles clandestines pour les filles qui autrement se font refuser l'éducation, en créant des lieux de travail clandestins qui sont les seuls moyens de survie pour les veuves sous un régime qui bannit le travail des femmes, en offrant des soins de santé, en distribuant des vivres et des couvertures à des familles réfugiées au Pakistan.

À l'arrivée des Talibans, RAWA a dû étendre son travail au Pakistan voisin où des millions de réfugiés afghans vivent dans des conditions déplorables. Là bas, RAWA envoie des équipes médicales à des femmes qui n'ont parfois jamais pu consulter un médecin de leur vie. Elle a mis sur pied l'hôpital pour réfugiés Malalai au Pakistan et l'a maintenu en opération pendant 11 ans avant de devoir dernièrement le fermer, faute de fonds.

Tout en continuant leur travail dans des conditions aussi difficiles, les femmes de RAWA ont dû à différents moments prendre les armes. Lors de récentes rencontres avec les sympathisants des Talibans au Pakistan, elles ont eu à leur faire face avec des bâtons. Dans certaines régions, elles ont des gardes armés postés à l'extérieur de leurs écoles clandestines pour filles. Et elles viennent juste de lancer un appel à l'insurrection, avec ou sans le soutien tacite de l'ONU.

Avec la chute imminente des Talibans sous les bombes américaines et l'Alliance du Nord qui s'avance toujours un peu plus, nous refusons de faire écho à l'enthousiasme des médias mainstream qui déclareront que désormais les problèmes des femmes afghanes sont résolus. Dans un discours récent, Laura Bush associait les " gains militaires " américains à la libération des femmes en Afghanistan, un endroit où " les femmes ne sont plus emprisonnées dans leurs maisons. Elles peuvent écouter de la musique et éduquer leurs filles sans

crainte de punitions ". Le fait est plutôt que les États-Unis ont lâché le fléau de l'Alliance du Nord sur les masses afghanes qui ont déjà enduré son règne chaotique et fondamentaliste de 1992 à 1996, avant de la voir détrônée par les Talibans. Les factions Jehadi et Mujahideen qui dirigeaient alors (et qui sont maintenant dans l'Alliance du Nord) ont à leur charge une liste bien documentée de violations des droits humains. Les forces du général Dostum (lequel est maintenant applaudi comme étant derrière plusieurs victoires anti-Talibanes) sont accusées de mutilations et de viols réguliers de femmes pendant leur période au pouvoir. RAWA nous apprend que de nombreuses femmes et leurs familles fuient l'avance des forces de l'Alliance du Nord, bien au courant de la terreur endurée par la population avant le règne des Talibans, et nous indique que de bien des façons c'était un régime pire que celui qui suivit. La seule chose qui a changé pour les femmes fut que les Talibans ont institutionnalisé les décrets misogynes de leurs prédécesseurs.

Le viol, au sens large, fait partie de la guerre menée contre le pouvoir potentiel des classes opprimées. Il s'agit d'une tactique de domination visant à déshabiller les victimes de leur humanité et, conséquemment, à leur enlever toute capacité d'agir en tant que personne libre. Les femmes en tant que classe, de même que les pauvres et les opprimés dans leur ensemble, détiennent un potentiel de changement révolutionnaire dans leur lutte pour renverser la domina-

tion -une menace pour ceux qui possèdent le pouvoir. Quand on leur a demandé pourquoi les Talibans ont institué de telles lois draconiennes contre les femmes, une membre de RAWA a expliqué que c'était parce que ceux-ci " pouvaient sentir, globalement, le changement féministe dans l'air " et se devaient donc d'agir contre cela. Bien qu'il s'agisse d'une tendance croissante de la guerre moderne d'utiliser le viol comme stratégie militaire pour terroriser et humilier une population dans l'optique d'un " nettoyage ethnique ", ce genre de pratique aura toujours été efficace pour réguler les comportements sociaux des femmes.

On peut percevoir ici un des liens existant entre l'oppression des femmes du monde entier et celle vécue par les femmes vivant sous le joug des Talibans ou d'un autre fondamentalisme. Supporter RAWA est un début. En tant qu'anarchistes, nous appuyons avec enthousiasme leurs multiples travaux qui nous apparaissent comme autant d'armes tangibles contre le patriarcat et l'oppression meurtrière auxquels font face touTEs les AfghanEs, peu importe le fondamentalisme en place. Même si leur vision politique nous semble une sorte de " réformisme radical ", nous ne pouvons qu'être solidaires du seul groupe qui montre un potentiel libertaire en Afghanistan. Ces femmes développent déjà des pratiques d'aide mutuelle, de décentralisation, ainsi qu'une lutte antipatriarcale sans compromis. Nous nous devons de faire le lien entre les politiques ultra patriarcales inhérentes aux régimes fondamentalistes (qu'ils soient basés sur n'importe quelle religion ou culture majeures) et le patriarcat plus subtil des démo -

craties capitalistes occidentales.

De plus, le but des anarchistes qui supportent RAWA devrait être d'avancer publiquement leur opposition au patriarcat, aux agressions militaires états-uniennes et à l'intégrisme sous toutes ses formes. Une opposition qui doit transparaître lors des différentes interventions que nous faisons dans les luttes sociales locales. Nous pouvons également tenter de stopper la polarisation du mouvement anti-guerre entre l'option pacifiste et l'option " anti-impérialiste " de la gauche autoritaire. Nous sommes anti-militaristes et libertaires; nous voulons le féminisme et l'autodétermination ainsi qu'une paix sociale qui ne saurait être possible sans la liberté économique et politique. Néanmoins, étant donné que RAWA est un groupe explicitement politique (les femmes de cette association l'ayant déclaré au moment où, en tant qu'anti-impérialistes armées, elles combattaient l'occupation soviétique des années 80), elles ont un programme que, comme anarchistes, nous ne pouvons pas approuver en grande partie.

L'État

Une bonne quantité de la littérature de RAWA demande la formation d'un État démocratique et séculaire qui laisserait place à la pleine participation de touTEs les AfghanEs et spécialement aux femmes (mais qui, heureusement, exclut de façon véhémente tous les intégristes). Cette association n'est pas anarchiste. Elle veut un État qui, idéalement, étendrait les droits humains à tous ses citoyenNEs et qui garantirait une représentation et une participation égale de touTEs -une situation plus désirable que celle vécue actuellement.

Comment arrivons-nous à envisager que notre société idéale puisse s'organiser dans ce pays? Dans un endroit qui a atteint un tel niveau de chaos en raison d'une destruction systématique menée par des superpuissances en compétition et des seigneurs de guerre misogynes? Des gens utiliseront l'exemple de l'état actuel de l'Afghanistan comme preuve que l'anarchisme ne peut fonctionner et nous devons être préparés à démontrer

pourquoi cela est absolument faux. Nous pouvons expliquer clairement que c'est plutôt la lutte pour le pouvoir de l'État-nation qui a réduit l'Afghanistan au stade où ce pays se trouve. Il nous faut mettre de l'avant une critique de l'État comme étant fondamentalement basé sur la domination, la hiérarchie et le pouvoir et, de ce fait, opposé aux libertés fondamentales; ainsi que fournir une vision alternative de conseils fédérés où l'ensemble des communautés participe à la vie publique.

L'économie

Apparemment, Rawa n'a pas d'analyse économique. Il n'est pas clair jusqu'ici si la " démocratie séculaire " qu'elle propose signifierait une autre économie capitaliste réglée par les diktats du F.M.I. et de la Banque Mondiale ou si elle a en tête une démocratie de type socialiste. En fait, une grande part de son agenda politique est voilée par la diplomatie que les suites du 11 septembre l'a forcée d'adopter. Pour nous, il est évident que l'Afghanistan ne sera jamais libéré de toutes formes d'impérialisme si ce pays adopte une économie capitaliste.

Concernant les classes sociales et les alliances inter-classistes auxquelles nous pourrions nous opposer, la question est encore de savoir ce que signifie une discussion sur les classes dans ce contexte (où 80% des gens sont sans-emploi et où ceux et celles qui travaillent vivent dans une extrême précarité). Que signifie la notion de classe quand la majorité de la population est forcée d'exécuter uniquement des tâches domestiques et reproductives, quand on lui interdit l'accès aux peu de soins médicaux qui sont offerts, quand elle est forcée de quêter et de se prostituer (dans l'illégalité) pour survivre? Criss, que veut dire la notion de classe quand on est obligéEs de vendre ses enfants? S'il y a une guerre de classe qui se déroule en Afghanistan, elle repose sur les femmes qui s'y défendent en tant qu'opprimées.

Le rôle des Nations Unies

Comme solution au chaos prolongé de l'Afghanistan, RAWA propose l'intervention d'une force de paix de l'ONU qui aurait comme but de désarmer les parties guerrières. Elle a aussi appelé cette organisation à révoquer les sanctions économiques que subit l'Afghanistan, lesquelles ne font que punir les pauvres et donner encore plus de pouvoir moral au Taliban et aux autres intégristes qui, pour leur part, demeurent



indemnes en raison de leurs contacts internationaux et de leurs liens avec différentes organisations criminelles. Selon RAWA, l'ONU devrait plutôt imposer des sanctions diplomatiques aux pays qui financent les diverses factions fondamentalistes, notamment la France, l'Arabie Saoudite, l'Iran et les États-Unis!

De notre côté, comme anarchistes, nous devons renforcer à la fois notre critique de l'ONU et les solutions que nous proposons pour faire face au type de chaos dans lequel vit la majorité de la population mondiale. Là-dessus, la gauche a été prise " les culottes à terre ", n'offrant aucune solution sinon que de donner sa confiance aux entités hiérarchiques qui gouvernent le monde dans l'espoir qu'elles règlent les problèmes les plus dérangeants de notre planète. Nous sommes apparemment prisEs dans une " double chantage " : si nous nous opposons au bombardement de l'Afghanistan par les États-Unis, nous sommes pour la légitimité du régime Taliban; si nous nous opposons aux Talibans, nous sommes plutôt pour les bombes états-uniennes ou encore pour une intervention " de maintien de la paix " de l'ONU, lesquelles tracent la voie permettant au capital mondial de venir reconstruire le pays.

L'ancien Roi

Sur les autres scénarios moins probables que propose RAWA, il y a celui dans lequel l'ancien roi Zahir Shah, âgé de 87 ans, pourrait retourner en Afghanistan pour présider une période de " transition " qui favoriserait la mise en place d'une démocratie représentative et séculaire. Comme d'autres groupes de gauche en Afghanistan, RAWA croit que le Roi est le seul symbole de stabilité que leur pays ait jamais connu; de même que, tout en sachant que son règne n'était pas idéal, la plupart de la population croit que ça valait toujours mieux que les temps présents. Cette vision nostalgique est néanmoins brouillée par le fait que Zahir Shah vient de se réunir avec une loya jirga (ce grand conseil traditionnel afghan qui doit décider de l'avenir du pays) récemment formée qui se révèle carrément fondamentaliste dans le ton et qui n'a aucunement l'intention d'inclure des féministes ni même la voix des femmes en général.

Rawa n'est pas monarchiste, mais elle se trompe en utilisant la symbolique du Roi pour unifier un front politique séculier et anti-fondamentaliste parce qu'un nouveau règne de celui-ci serait, à sa racine, nationaliste et

hiérarchique. Un règne où la possibilité pour la population de prendre en main une véritable " démocratie " -dans le sens d'auto-organisation- par la participation active deviendrait davantage hors de portée.

En tant qu'anarchistes, l'auto-organisation nous apparaît comme l'objectif de l'organisation sociale; abandonner l'autodétermination -donc, la liberté- à un système politique représentatif nous éloigne encore plus de la solution, pour autant que la domination et la hiérarchie seront toujours à la racine de notre critique. S'il est vrai que sous le règne du Roi les choses allaient relativement mieux, on ne doit pas non plus éclipser le fait qu'il y a des moyens beaucoup plus libérateurs d'aller de l'avant. Le bien être des femmes d'Afghanistan en dépend.

L'action pratique

Un support critique ne doit pas refléter l'inactivité d'académicienNEs sectaires. Comme anarchistes organisésEs, il nous faut exposer publiquement, par le biais du mouvement d'opposition à la guerre, les luttes de RAWA contre le patriarcat, contre les agressions des États-Unis et contre l'appui de ces derniers à l'Alliance du Nord. Nous avons un important espace à occuper quand, d'un côté, le pacifisme absolu et, de l'autre, la gauche autoritaire " anti-impérialiste " ne laissent au sein de leurs rangs aucune opportunité de s'organiser et de lutter de façon antimilitariste et libertaire. Cet espace nous offre aussi une tribune pour illustrer en quoi l'anarchisme est une philosophie politique souhaitable se distinguant nettement du " libéralisme radical ".

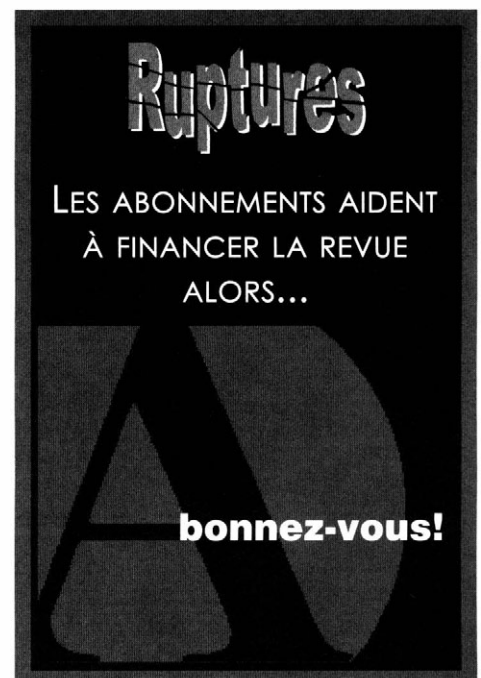
Partant de cette façon de concevoir le support critique, la fédération de collectifs et d'individus qu'est la NEFAC organise présentement des activités bénéfiques pour RAWA, distribuera la littérature de cette association et entreprendra des séances d'information. Quelle autre forme de solidarité les anarchistes pourraient fournir ? Manifester pour l'arrêt des bombardements américains et la fin des sanctions imposées par l'ONU et exiger la reconnaissance des droits humains, spécialement ceux des femmes, en Afghanistan. On peut aussi travailler avec des groupes de femmes locaux des États-Unis et du Canada pour faire le lien entre les difficultés à faire reconnaître les droits des femmes, la mondialisation capitaliste, les États-nations et leurs guerres. Nous pouvons aller dans cette direction sans compromettre nos principes. Ce type d'activisme nous donne non seulement la chance de mettre

en action une partie de ces principes mais il permet aussi d'expliquer en quoi ceux-ci se distinguent. C'est en ne le faisant pas que nous risquons d'être incohérentEs.

RAWA n'est pas une organisation anarchiste. Cependant, cette association a adopté par nécessité un bon nombre de tactiques et d'idées anti-autoritaires telles que l'aide mutuelle, la décentralisation et l'autonomie. De plus, elle est opposée à tous les futurs gouvernements probables en Afghanistan : tant un gouvernement de type " capitalisme d'État " (à la façon de l'ancienne l'U.R.S.S. et appuyé, par exemple, par le parti communiste d'Ouzbékistan) qu'un gouvernement Taliban, un gouvernement Jehadi ou un gouvernement appuyé par l'Iran ou le Pakistan.

Les femmes de RAWA sont préparées à renoncer à l'ONU comme au Roi; trop longtemps elles ont imploré ces derniers d'agir autrement comme elles ont régulièrement condamné leurs actions. Elles se sont aussi placées dans une situation politique où il n'y a pratiquement aucune chance de se faire accepter au sein d'un éventuel gouvernement. C'est pourquoi elles n'ont aucun amis parmi les autres organisations politiques d'Afghanistan. Enfin, elles ont appelé à un soulèvement... à une révolution sociale... avec ou sans (et nous pensons qu'elles réalisent qu'à ce stade cela veut dire " sans ") l'appui de quiconque sinon la population elle-même. S'il y a un espoir pour l'anarchisme en Afghanistan... il se trouve là.

Sanya et Flint



SUR LES TRACES DE L'ANARCHISME AU QUÉBEC

2. L'essor d'un mouvement? (1900-1910)

1er mai 1907

La fin du XIX^{ème} siècle est marquée par l'apparition de nombreux groupes socialistes au Québec. Portés par une nouvelle génération de militantEs ouvrierÈRES, la plupart des différents courants révolutionnaires de l'époque trouvent un écho dans la région de Montréal. Ce foisonnement commence en 1890 avec l'apparition d'une cellule du Socialist Labor Party (SLP), un parti révolutionnaire créé en 1877 aux États-Unis grâce aux efforts d'un intellectuel marxiste originaire des Antilles, Daniel De Leon. Les membres fondateurs de la branche montréalaise du SLP, pour la plupart des immigrants originaires de la Grande-Bretagne, font alors partie de l'une des multiples sections des Chevaliers du travail (1). Mais, au fur et à mesure que le flot d'immigrants d'Europe de l'Est se déverse sur les rives du Saint-Laurent, d'autres groupes socialistes se développent à Montréal. Très bientôt, l'anarchisme prend également son essor, tout particulièrement au sein de la communauté juive.

Les libertaires du Yiddishland

Si les idées libertaires, notamment celles de Proudhon, ont un écho au Québec avant 1900 (2), les premières traces significatives de ce courant politique apparaissent avec le siècle qui commence, tout particulièrement les thèses anarcho-communistes et anarcho-syndicalistes. C'est d'abord dans les milieux ouvriers juifs que s'affirme la présence des anarchistes à la fin du XIX^{ème} siècle. D'après le chroniqueur Israel Medresh, "plusieurs d'entre eux ont migré directement de l'Europe de l'Est, tandis que d'autres ont séjourné brièvement à Londres ou à New-York" (3). Ces derniers avaient pour la plupart appris l'anglais et connaissaient bien la littérature anarchiste d'Europe de l'Ouest. Toujours selon Medresh, "certains, parmi les anarchistes venus de New-York, avaient été recrutés par de grosses firmes montréalaises comme ouvriers experts ou artisans spécialisés de premier ordre dans les métiers de la confection, notamment la fabrication des vêtements féminins et des corsages" (4).

Ces ouvrierÈRES ne mirent pas beaucoup de temps avant de s'organiser politiquement dans leur nouveau milieu de vie. En 1903, à l'initiative d'un groupe d'immigrantEs anarchistes et socialistes, s'ouvre la première bibliothèque juive à Montréal. C'est à New-York que le groupe s'approvisionne d'abord en livres et en journaux. Une douzaine de personnes se réunissent ainsi quotidiennement chez l'anarchiste Hershman (1876-1955) pour lire et débattre de leurs idées. Originaire de Bukovina (Roumanie), Hershman est actif dans le mouvement syndical depuis son arrivée en Amérique. Comme beaucoup d'immigrants originaires d'Europe de l'Est, il travaille d'abord à New-York comme tailleur dans l'industrie du vêtement avant d'arriver au Québec en 1900. Peu après l'ouverture de la bibliothèque, Hershman participe à la création du Mutual Aid Group, un cercle de discussion libertaire créé en l'honneur de l'anarchiste russe Pierre Kropotkine. Le Mutual Aid Group s'adresse aussi bien aux ouvriers juifs montréalais qu'aux intellectuels radicaux de l'époque. On retrouve parmi eux Richard Kerrigan, un militant syndical autrefois membre de la cellule du SLP, ainsi que le poète Jack Dorman. C'est à cette période

que Hershman crée des liens avec Rudolf Rocker (1873-1958), l'un des principaux théoriciens de l'anarcho-syndicalisme européen, avec lequel il entretiendra une correspondance pendant près d'un demi-siècle (5).

Constatant le manque de vie culturelle et littéraire dans la communauté juive à Montréal, Hershman ouvre à la fin de l'année 1903 une librairie sur le boulevard Saint-Laurent dans un local qu'il loue pour 5 \$ par mois. En plus de vendre des oeuvres de fiction et une bonne partie de la presse juive new-yorkaise, celui-ci laisse une grande place à la littérature anarchiste dans les rayons de son magasin. Rapidement, sa librairie devient un centre culturel de toute première importance. Des ouvriers passent y prendre un verre de soda, achètent leurs journaux et discutent pendant des heures en s'appuyant sur les écrits de Rudolf Rocker, Pierre Kropotkine, Michel Bakounine, Johann Most ou Emma Goldman pour étayer leur pensée. Deux ans plus tard, Hershman fonde le journal *Der Telegrapher*. Publié en yiddish, il vise à informer les communautés russes et roumaines de Montréal. D'autres journaux sont distribués par les anarchistes montréalais, notamment *Di Fraye Arbayer Shtime* (la voix libre des travailleurs), un bimensuel américain de langue yiddish fondé à New-York à la toute fin du XIX^{ème} siècle, est rapidement devenu le principal journal anarchiste juif d'Amérique du Nord.

À en croire plusieurs observateurs de l'époque, l'anarchisme a le vent en poupe dans la communauté juive montréalaise, d'autant plus que celle-ci se développe rapi-

dement grâce à l'afflux constant de réfugiés fuyant les pogroms qui se multiplient après l'échec de la révolution de 1905 en Russie. Signe des temps, une seconde librairie "radicale" ouvre ses portes sur le boulevard St-Laurent. Contrairement à celle de Hershman, celle-ci distribue exclusivement de la littérature révolutionnaire. La création en 1906 d'une branche montréalaise de l'Arbayer Ring (le cercle des travailleurs) témoigne également du développement des idées radicales à Montréal. L'Arbayer Ring est une organisation "fraternelle" proche des idées anarchistes qui sert de pôle de référence culturel en faisant la promotion du yiddish auprès des ouvriers. Selon Israel Medresh, "les immigrants qui arrivèrent à Montréal après 1905 rencontrèrent, au sein de ce cercle, des Juifs qui s'étaient engagés en Russie dans des mouvements insurrectionnels contre le tsar et qui avaient lutté sur les barricades de Minsk, de Vilnius et dans d'autres villes de la Zone de résidence juive (...). Plusieurs avaient purgé des peines dans les prisons tsaristes ou avaient été déportés vers la Sibérie, d'où ils s'étaient enfuis pour finalement aboutir à Montréal" (6).

De tous les courants socialistes actifs dans la communauté juive (qui compte alors plus de 10 000 personnes), "les anarchistes en particulier formaient un groupe plus important sur le plan numérique et avaient été les premiers à s'organiser en mettant sur pied, à Montréal, une cellule appelée Frayhayt (liberté). À Toronto, ils avaient suscité l'apparition d'un groupement connu sous le nom de Royter Kraytz (le cercle rouge), et à Winnipeg, Fraye Gezelshaft (société libre). Au cours des premières années de leur existence, ces associations anarchistes étaient beaucoup plus vigoureuses que leurs équivalents socialistes" (7). L'historien Ivan Akumovik atteste lui aussi de cette présence au Québec: "À Montréal, Toronto et Winnipeg, il existait aussi de petits groupes d'anarchistes, qui dénonçaient à la fois les socialistes et les employeurs, dans leur combat pour une société sans état, sans classe et sans argent" (8). Contrairement à d'autres courants socialistes présents dans la communauté juive, les anarchistes sont ouvertement athées et anti-nationalistes, ce qui ne manque pas de créer des conflits avec les divers groupes sionistes. Un militant du début du siècle, Jacob Salomon, décrit les activités politiques de ces différents groupes: "plusieurs factions militantes se disputaient fermement le terrain. Elles inondaient les rues habitées par les Juifs de leurs dépliant, de leurs brochures et de leurs péri-

odiques, autant les anarchistes que les socialistes, les bundistes et tous les autres. Les invitations à des conférences et à des débats publics gratuits attiraient un grand nombre de gens" (9).

Emma Goldman à Montréal

Au mois de février 1908, la militante anarchiste Emma Goldman (1869-1940) prononce une série de conférences à Montréal dans le cadre d'une tournée à travers le Canada (10). Sa venue soulève quelques remous dans les journaux de la Métropole: un chroniqueur de La Presse va même juger bon de dissocier les classes laborieuses canadienne-françaises des idées chères à l'anarchiste d'origine russe. Emma Goldman est accueillie par un groupe anarchiste nouvellement formé, l'Arbeiter Freund (l'ami des travailleurs) (11). Profitant de la présence de Goldman, Arbeiter Freund tente d'effectuer un rapprochement avec les francophones et les anglophones en organisant un meeting en anglais. Voici comment Goldman décrit son premier passage à Montréal dans les pages du bulletin anarchiste new-yorkais Mother Earth:

"Montreal, the city of the dark ages, priest-craft and churches, proved unusually wide awake this time. Two packed Jewish meetings. But then, Jewish meetings are always packed -with men, women, infants, and baby-carriages. The herding instinct of my race has aided its survival, despite all the horrors it was made to endure. Besides, what would become of progress were it not for the Jews? (...) Well, whether it is acceptable or not, the Jewish Anarchists are acquainting Americans with Anarchism, especially since they have learned to realize that it is the English-speaking public that needs awakening. Their sleep being almost death-like, it requires more energy, more constant and systematic efforts. Such efforts the "Arbeiter Freund" group of Montreal has certainly brought into play when it arranged the English meeting Sunday, Feb. 15th. No wonder it was a great success especially from an educational standpoint. The same newspapers that gave a fair interview with myself, together with other papers, hastened to sound the alarm of horror. A meeting on Sunday, in superstition-ridden Montreal, and attended by Canadians! Canadians, who were so bold-faced as to publicly declare themselves in sympathy with the lecture on "The Relation of Trade Unions to Anarchism", and even a vote of thanks to the speaker! Unheard of! Of course it is the fault of those foreign Anarchists; if it were not of those

creatures Canada would continue to be dull and pious and stupid. But as it is, some light may enter benighted Canada, and that's more than the average newspaper editor can stand" (12).

Les conférences en anglais prononcées par E. Goldman se dérouleront à la Bourse du Travail, l'édifice des syndicats internationaux à Montréal. Le bulletin Mother Earth nous apprend que ces rencontres publiques auront permis d'amasser la somme de 74\$ pour le financement de son journal (qui alors coûte à peine 5 cents). C'est à nouveau dans les pages de Mother Earth qu'est annoncée l'adhésion du groupe Arbeiter Freund à la Fédération anarchiste de New-York, dont le rayonnement dépasse largement les limites de cette ville pour inclure des collectifs un peu partout dans le nord-est américain.

Un marxiste libertaire: Albert Saint-Martin

D'après l'auteur Claude Larivière, c'est le militant socialiste canadien-français Albert Saint-Martin qui aurait loué la Bourse du Travail pour les conférences d'Emma Goldman à Montréal. Membre influent de la section francophone du Parti Socialiste du Canada (PSC), Albert Saint-Martin (1865-1947) est un personnage-clé de l'histoire des idées révolutionnaires au Québec. L'originalité de ses positions mérite qu'on s'attarde quelque peu sur ses activités. Sans être anarchiste, Saint-Martin a su développer tout au long de sa vie une pratique politique à la croisée du socialisme, du conseilisme et de l'anarchisme. Pendant la période qui nous intéresse (1900-1910), Saint-Martin fait la diffusion de l'espéranto, une langue universelle en laquelle de nombreux libertaires fondent beaucoup d'espoir. Dans l'esprit de ses propagateurs, l'espéranto doit permettre aux prolétaires de tous les pays d'harmoniser leurs intérêts par l'usage d'une nouvelle langue commune. C'est ainsi que Saint-Martin participe en 1902 à la création d'une revue publiée dans cette langue, intitulée La Lumo (La Lune): "La Lumo enseigne une langue. Elle répand aussi un idéal: l'unité fraternelle des peuples et des "races"; la lutte commune pour l'intelligence et la science" (13). Trois ans plus tard, Saint-Martin participe à l'ouverture du premier club espéranto à Montréal. Ce dernier vit alors dans une "commune socialiste" dans le quartier Maisonneuve en com-

pagnie des membres de sa famille et de quelques militantEs francophones avec lesquelles il va créer deux coopératives d'alimentation au centre-ville. Aux yeux des autres socialistes, Saint-Martin est un militant "différent" alors que pour d'autres, il est tout simplement "original". Sa trajectoire l'amènera à militer d'abord au Parti Ouvrier (travailliste) d'où il sera expulsé en 1907 à cause de son affiliation au Parti Socialiste du Canada (PSC), une organisation que certainEs qualifient de libertaire (pour sa critique anti-capitaliste, anti-réformiste et anti-étatique) (14). Pour ces raisons, le PSC refuse d'adhérer à la Deuxième Internationale et demeure très critique à l'égard des trade-unions. Nous reviendrons plus en détail sur le PSC et les activités d'Albert Saint-Martin dans notre prochain numéro, d'autant plus qu'avant 1911 (l'année d'une scission importante avec son aile social-démocrate), cette organisation politique semble s'intéresser davantage à la propagande électorale qu'à l'action directe.

Des anarchistes francophones ?

Si les informations sur les milieux anarchistes juifs sont relativement "nombreuses", il n'en va pas de même pour les autres groupes linguistiques. Pourtant, certaines pistes nous permettent de penser qu'il y a bel et bien eu des groupes anarchistes ou libertaires francophones à Montréal au tout début du XXème siècle. Dans l'un de ses nombreux articles sur l'extrême-gauche au Québec, le journaliste Jacques Benoit rapporte l'envoi au journal La Presse d'une lettre signée par le Groupe anarchiste de Montréal en 1905, suivi quelques années plus tard par la création du cercle Alpha Omega, proche des idées socialistes libertaires. Benoit cite le journal catholique La Vérité, qui décrit le cercle Alpha Omega comme un groupe de "socialistes à allures d'anarchistes, de révolutionnaires et de toute une bande de sectaires enragés" (15). D'autre part, l'éditeur montréalais Dimitri Roussopoulos indique que "des témoignages nous signalent la présence des travailleurs canadiens-français, avant la Première Guerre mondiale, arborant le drapeau noir des anarchistes lors des manifestations du premier mai" (16), sans toutefois donner plus de précisions. Quoi qu'il en soit, d'autres sources viennent confirmer la présence d'anarchistes lors des toutes premières manifestations célébrant la Journée internationale des travailleurs à Montréal.

Les manifestations du 1er Mai

D'après Israel Medresh, "les radicaux aujourd'hui plus âgés

racontent que l'organisation des défilés du 1er mai à Montréal relevait des anarchistes" (17). Cette affirmation mérite quelques nuances. En effet, c'est à l'initiative de membres du Mutual Aid Group et du Parti socialiste du Canada que se déroule en 1906 la première manifestation du 1er mai à Montréal. Celle-ci faillit ne pas avoir lieu, les ouvriers d'origine juive craignant que leurs camarades francophones et anglophones ne se désistent à la dernière minute en les laissant manifester seulEs dans les rues de Montréal. C'est finalement Jack Dorman qui servit de médiateur entre les différents groupes linguistiques, permettant à chacun d'eux de compter sur l'appui des autres. À en juger par le compte-rendu publié par le journal La Patrie, cette première manifestation fut couronnée de succès: "la manifestation socialiste a été imposante et par le nombre de manifestants et par l'enthousiasme qui n'a cessé de régner dans les rangs de la longue procession qui a défilé par les rues Ste-Catherine, St-Denis, Craig et St-Laurent" (18). D'après les journaux, entre 500 et 1000 personnes de toutes "nationalités" confondues (Italiens, Roumains, Juifs, Irlandais et Canadien-français) se sont d'abord réunies vers 19h00 à la Salle Empire avant de se diriger vers le Champ de Mars accompagnées par une fanfare. Au nombre des manifestantEs, on retrouve les ouvrierÈRES de la Bargain Clothing Co. qui se sont mis en grève le matin même après que leur patron ait refusé de leur accorder congé pour le 1er mai et de réduire leurs heures de travail (19). Sur le trajet, les manifestantEs s'arrêtent sur la rue St-Denis devant l'Université Laval et crient "Vive l'Anarchie!" et "À bas la calotte!" (20), ce qui ne manque pas de susciter la controverse parmi les bourgeois et les étudiants qui observent la scène. À leur arrivée au Champ de Mars, Jack Dorman prend la parole pour dénoncer "le pouvoir des despotes", tout en prédisant "le triomphe du socialisme dans tout l'univers" (21). Il encourage les participantEs à manifester leur solidarité avec trois membres de la Western Federation of Miners accusés du meurtre du gouverneur de l'Idaho. Une quête s'organise séance tenante parmi les manifestantEs et rapporte la somme de 8 \$!

Cette première célébration du 1er mai marque le début d'une tradition à Montréal; à chaque année, ils seront des centaines, voire des milliers, à défilé dans les rues de la Métropole malgré la répression qui s'abat progressivement sur eux. En effet, la police s'intéresse de plus en plus aux milieux anarchistes et socialistes montréalais et cherche à faire interdire toute manifestation du 1er mai par le conseil de Ville. Dans une lettre pastorale largement diffusée dans les quotidiens du 29 avril 1907, Monseigneur Bruchési con-

damne à son tour les manifestations socialistes tenues à l'occasion de la Fête internationale des travailleurSEs. L'évêque de Montréal écrit:

"Des hommes qui se proclament socialistes, non contents d'affirmer par la parole ou par la plume des principes subversifs de l'ordre établi, ont fait l'année dernière (...) une démonstration dont notre population garde un très pénible souvenir. Ils ont paradé, drapeau rouge en tête, et de leurs rangs sont parties des injures à l'endroit de l'Église et de la religion. (...) Nous observerons surtout qu'il y avait là l'affirmation de doctrines fausses, dangereuses et formellement condamnées par l'Église, comme par la raison et l'expérience des siècles. En effet, le droit de propriété privée est l'une des bases sur lesquelles la société repose. Or c'est précisément ce droit de propriété privée que le socialisme combat. Bien plus, il veut montrer dans la propriété la cause de toutes les injustices et de tous les crimes, et par là souffle au coeur des masses des sentiments d'envie, de haine et de vengeance capables d'engendrer les plus déplorables désordres. Grâce à Dieu les partisans de ces funestes utopies ne sont pas encore nombreux parmi nous, mais ils s'efforcent par tous les moyens de faire école et d'attirer à eux les ouvriers. C'est notre devoir de les dénoncer et de mettre le peuple en garde contre leurs enseignements et contre le zèle qu'ils déploient pour faire des recrues. (...) Mais aller dans les rues, à la suite de ce drapeau reconnu aujourd'hui partout comme le triste symbole des idées révolutionnaires et anarchiques, s'insurger contre ce qui garantit l'ordre et la paix publics, déclarer la guerre aux décisions augustes et aux sages directions de l'Église, semer sur le chemin ou dans des réunions tumultueuses, des germes de discordes et de troubles, cela n'est pas chrétien, cela n'est pas patriotique, cela n'est pas canadien, et avant que le mal ne devienne trop grave nous voulons faire tous nos efforts pour le conjurer. Que tous les amis de l'ordre prêtent leur concours". (22)

L'invitation du clergé sera entendue par les étudiants de l'Université Laval. Ceux-ci iront par dizaines attaquer les manifestantEs réuniEs au Champ de Mars le premier mai 1907 avant que le rassemblement ne soit finalement dispersé par les charges répétées de policiers à cheval. Le même scénario se reproduira pendant plusieurs années sans pour autant freiner l'ardeur des militantEs socialistes et anarchistes qui poursuivent néanmoins leurs activités.

Syndicalisme et lutte de classe

Un peu partout à travers le monde, une pratique syndicale révolutionnaire prend de l'ampleur dès la fin du XIX^{ème} siècle. Le mouvement ouvrier devient alors l'un des terrains de lutte privilégiés pour les anarchistes, qui s'efforcent de créer des syndicats combatifs et revendicateurs. Le principal objectif de ces organisations n'est pas d'obtenir telle ou telle réforme, mais bien de paver la voie à une révolution sociale par l'expropriation de la propriété privée et la réorganisation complète de la production. La visite au Québec d'une délégation ouvrière française en 1904 marque un tournant pour de nombreux militants syndicaux qui s'intéressent de plus en plus près à la perspective révolutionnaire. L'un des rares témoignages relatant cet événement provient d'Alfred Charpentier, un " pionnier " du syndicalisme catholique au Québec. Dans un article paru dans les années 1950, Charpentier décrit en détails la conférence organisée à Montréal en 1904 par un petit groupe de délégués de la Confédération Générale du Travail (CGT) en route vers les États-Unis. La CGT est alors une puissante organisation dans laquelle les anarchistes sont très présents, notamment à travers leur participation à la fédération des Bourses du Travail. Devant un auditoire de 300 personnes composé de syndicalistes, de socialistes et de francs-maçons (dixit le très catholique Charpentier), les délégués de la CGT exposeront les divers moyens d'action directe (sabotage, grève sur le tas, occupation d'usines, etc.) employés par les travailleurs français afin de préparer la grève générale expropriatrice, ce grand chambardement permettant à la classe ouvrière de se débarrasser du capitalisme en ouvrant la voie au socialisme. À en croire Charpentier, cette rencontre laissa une forte impression aux participantEs montréalais.

L'année suivante, une première organisation syndicaliste révolutionnaire voit le jour en Amérique du Nord: il s'agit des Industrial Workers of the World (IWW). Le 27 juin au 8 juillet 1905, 200 déléguéEs représentant plus de 35 000 travailleurSEs des États-Unis et du Canada se réunissent à Chicago afin de procéder à sa création. La plus grosse organisation à adhérer au nouveau syndicat est sans aucun doute la Western Federation of Miners, qui compte alors 27 000 membres. C'est à ce congrès qu'est adopté le préambule définissant les objectifs du syndicalisme industriel, préambule qui sera modifié en 1908 pour éliminer toute référence à la lutte "politique" (associée aux partis et à l'électoratisme) pour y substituer une action exclusivement "économique" (23). Les militantEs de l'IWW "dénouaient avec véhémence le syndicalisme de métier, d'affaires, de collaboration de

classes, lui opposaient la conception d'un syndicalisme d'industrie, de solidarité ouvrière, de lutte de classes" (24). Les anarchistes américainEs seront nombreuxSEs à appuyer les efforts de l'IWW: il en sera de même au Canada tout au long de son histoire.

Le développement de l'IWW à Montréal commence en 1905. Parmi les personnes présentes au congrès de fondation à Chicago, on compte au moins deux Montréalais, W.T. Leach et Richard Kerrigan. Ils sont mandatés par la Bakers' and Confectioners' Union No. 48 afin de se joindre au nouveau mouvement. Kerrigan représente également deux autres groupes au congrès de fondation de l'IWW, la Fédération des cordonniers du Canada et la Wage Earners Union, sans toutefois n'avoir aucun mandat précis à défendre (25). Certains des premiers militants de l'IWW (tel Richard Kerrigan) ont également fait partie des Chevaliers du Travail (Knights of Labor), l'ancêtre du syndicalisme de combat en Amérique du Nord. Mais contrairement à cette organisation, l'IWW est clairement anticapitaliste et fait l'apologie d'un moyen d'action alors tout nouveau pour les travailleurs québécois: la grève générale illimitée. Au cours des années à venir, le mouvement ouvrier aura maintes fois l'occasion de le mettre en pratique.

L'historien H.A. Logan est plus précis quant au membership de ces nouveaux syndicats: "The real beginnings in Canada were associated with the influx in 1906 of Polish and Russian Jews as they fled from Europe after the failure of the Russian Revolution of 1905-1906. These were the days of aggressive organization activities of the IWW and many of these immigrants, some of whom had already been active in underground union activities in Europe, were drawn into an IWW garment workers' local in Montreal and a mixed local consisting of steel, wood, rubber and clothing workers in Toronto" (26). Après avoir réussi à créer une section regroupant les cloakmakers, l'IWW tenta au même moment de syndicaliser les tailleurs du vêtement masculin, deux secteurs manufacturiers où les anarchistes sont alors très présents (27). Cette démarche eut lieu pendant la crise économique de 1907, mais la présence de l'IWW fut tout de suite combattue par divers syndicats de métiers qui finirent par avoir le dessus au cours des années suivantes. En 1912, l'IWW avait à toute fin pratique disparu dans l'industrie du vêtement à Montréal.

Bien qu'assez influente dans l'Ouest canadien et le nord de l'Ontario, l'IWW ne connaît pas au Québec de développement important. Sa progression sera entravée par de nombreux conflits avec des syndicats "interna-

tionaux" (c'est-à-dire américains), mais également par l'apparition en 1908 des premiers syndicats catholiques. Ceux-ci deviendront rapidement très influents auprès des travailleurSEs de langue française, tant et si bien qu'il restera très peu d'espace pour favoriser l'éclosion d'une conscience de classe autonome et révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Pourtant, des foyers d'incendie apparaissent ici et là, portés par les conflits sociaux qui frappent continuellement l'ensemble des sociétés capitalistes.

La révolte des pêcheurs

Si nous avons essentiellement parlé de la situation prévalant à Montréal, d'autres régions du Québec ont également connu d'importantes batailles sur le front de la lutte des classes. L'un des épisodes les plus importants s'est déroulé à l'automne 1909 sur la côte gaspésienne, dans le village de Rivière-au-Renard (28). Il oppose plusieurs centaines de familles vivant de la pêche aux monopoles qui contrôlent cette industrie. Depuis près de 200 ans, un système d'exploitation particulièrement vicieux s'est mis en place dans toute la péninsule. Initiée par le marchand jersiais Charles Robin, l'arnaque est fort simple: des compagnies offrent aux pêcheurs de s'approvisionner à crédit dans leurs magasins pendant l'hiver. En échange, les pêcheurs s'engagent à vendre toutes leurs prises à ces compagnies l'automne venu, et ce au prix fixé par les marchands une fois la saison de pêche terminée. Année après année, le prix du quintal de poisson chute, entraînant les pêcheurs dans la spirale de l'endettement (29). À défaut de pouvoir payer leurs dettes à l'automne, celles-ci sont reportées l'année suivante à la solde des familles. Mais dans bien des cas, les marchands envoient des huissiers pour saisir les rares biens des fautifs qui se retrouvent alors sans rien du tout pour passer l'hiver.

Au mois de septembre 1909, cette situation devient tout simplement intolérable pour la majorité des pêcheurs. Ceux-ci apprennent avec colère que les compagnies ont décidé de fixer le prix du quintal de morue à 3,50\$, 50 cents de moins que l'année précédente. Et dire que 10 ans auparavant, le prix était de 6\$! Il n'en faut pas plus pour déclencher une véritable révolte dans plusieurs petits villages côtiers. Le 4 septembre, une centaine de pêcheurs rendent une visite aux agents des trois compagnies qui ont des comptoirs à Rivière-au-Renard. Leurs revendications sont simples: les pêcheurs exigent que le prix du quintal

soit fixé à 4\$ et qu'aucune saisie ne soit effectuée pendant l'hiver. Leur survie et celle de leurs familles en dépend. Cet ultimatum ne fait pas plier les marchands; toutefois, la détermination des manifestantEs leur font craindre le pire. Les pêcheurs laissent aux compagnies un délai de 48 heures pour donner une réponse favorable à leurs revendications: "si c'est non, dit l'un d'eux, on va revenir et on va vous sortir de la paroisse, tous, comme des chiens! On va ouvrir vos magasins et on va placer quelqu'un d'autre dedans, à votre place, une fois qu'on se sera servis nous-mêmes" (30). Les marchands prennent les menaces très au sérieux: le soir même, ils télégraphient au député de Gaspé, Me Adolphe Lemieux, pour obtenir l'aide du gouvernement fédéral. Celui-ci décide d'envoyer le lendemain deux bateaux de la marine pour rétablir l'ordre. En l'absence de chemin de fer et de routes praticables, la mer est le seul moyen de rejoindre rapidement la pointe de la Gaspésie. Cet isolement relatif laisse aux révoltéEs une certaine marge de manoeuvre qu'ils et elles sauront mettre à profit.

Le 6 septembre au matin, l'ultimatum prend fin. Par centaines, les pêcheurs retournent à Rivière-au-Renard avec la ferme intention de reprendre leur dû. Certains cadres de la compagnie Fruing tentent de prendre la fuite: ils sont stoppés par des barricades érigées sur la route. Refusant de donner raison aux revendications des pêcheurs, ils sont copieusement rossés par les travailleurs en colère, qui sont maintenant plus de 400. Ceux-ci font maintenant la tournée des marchands à la recherche des responsables patronaux. Voyant approcher la foule de son établissement, l'un des cadres de la compagnie Hyman, Philip Romeril, tire à plusieurs reprises sur les "émeutiers" et blesse l'un d'eux à la jambe. Il est ensuite fait prisonnier par les autres pêcheurs. Ces derniers s'en servent comme monnaie d'échange pour désarmer d'autres employés de Hyman qui pointent des carabines sur eux. Les pêcheurs arrachent aux patrons qu'ils ont séquestrés un engagement écrit donnant satisfaction à leurs revendications initiales. En moins de trois heures, ce "mouvement anarchique" (31) a obtenu une victoire rapide et inattendue. Les pêcheurs croient avoir défait la minorité de possédants qui les exploitent depuis si longtemps.

Les marchands n'ont évidemment pas dit leur dernier mot: le lendemain, ils portent plainte contre quarante pêcheurs. Le shérif (!) de Gaspé les

accuse d'avoir participé à un "rassemblement tumultueux entravant illégalement le commerce de la morue et le cours normal des affaires". En outre, ces pêcheurs sont accusés d'avoir assailli, battu et tenté d'assassiner une dizaine de cadres et de patrons, en plus de s'être attaqué à la propriété des compagnies Fruing et Hyman. C'est la panique chez les élites locales: tous les jours, de nouvelles rumeurs laissent entendre que les pêcheurs vont s'attaquer aux établissements commerciaux de l'Anse-au-Griffon et de Grande-Grave. Les militaires accourus à Gaspé pour rétablir la loi et l'ordre envoient un télégramme à Ottawa le 9 septembre: "Les marchands de Rivière-au-Renard sont maintenant à Gaspé pour leur sécurité, étant donné que les émeutiers défient le clergé, le maire et toutes les autorités et qu'ils ont décidé d'assumer eux-mêmes la loi. Seule une importante force armée peut rétablir la paix" (32). La réaction de la classe dominante ne se fera pas attendre. Le 11 septembre, deux croiseurs de la marine canadienne jettent l'ancre devant Rivière-au-Renard: 40 soldats débarquent à terre les armes à la main et procèdent à une vingtaine d'arrestations. Trois jours plus tard, une autre opération militaire effectuée pendant la nuit permettra d'arrêter quatre autres pêcheurs. Ils seront tous envoyés à Percé et jugés manu militari les 16 et 17 septembre. À la suite de ce procès expéditif, 22 des 24 accusés sont trouvés coupables d'émeute, de lésions corporelles et de blessures graves; cinq d'entre eux sont condamnés à des peines de prison de 8 à 11 mois et incarcérés sur le champ. Quant aux promesses écrites faites aux pêcheurs, elles restent évidemment lettre morte. Une autre révolte spontanée vient de se terminer: l'exploitation, froide et meurtrière, peut à nouveau reprendre son cours.

Conclusion

La période historique que nous venons de survoler se révèle très féconde pour les idées anarchistes et libertaires, même si les francophones semblent quelque peu en retrait par rapport à ces développements. L'immigration européenne, combinée aux échanges bilatéraux entre le Québec et les États-Unis, favorisent l'éclosion d'expériences nouvelles, notamment au sein du mouvement ouvrier où le marxisme reste une idéologie encore peu connue. L'absence de parti communiste rend la tâche des anarchistes beaucoup plus facile, d'autant qu'on retrouve au sein du Parti Socialiste des militants assez proches des idées libertaires et anarcho-syndicalistes (33). Cette tendance commencera à s'inverser entre

1910 et 1920, tout particulièrement après la révolution d'octobre et le triomphe des thèses léninistes. L'entrée en guerre du Canada aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne compliquera grandement le travail des militantEs par l'adoption de lois répressives qui permettront d'interdire bon nombre d'organisations révolutionnaires partout en Amérique du Nord. Paradoxalement, c'est au cours de cette période que seront créés des liens durables entre anarchistes français et québécois.

Michel Nestor

Notes

- (1) Ce groupe diffuse le 3 septembre 1894 un manifeste rédigé en français à l'occasion de la Fête du travail, qui réunit chaque année des milliers de personnes dans les rues de Montréal. L'année suivante, Daniel de Leon vient à Montréal au début du mois de mars à l'occasion d'une tournée de conférences à travers le Canada.
- (2) Voir à ce sujet la première partie de ce dossier dans "Ruptures", no. 1, automne 2001, pp. 21-24.
- (3) Medresh, Israel (1997), "Le Montréal juif d'autrefois", éditions du Septentrion, p. 83.
- (4) Ibid, p. 83.
- (5) Rome, David (1986), "The Jewish Times" in The Immigration Story 1, Canadian Jewish Congress p.31-33.
- (6) Medresh, Israel, op. cit., p. 72.
- (7) Belkin, Simon (1956-1999), "Le mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920", Éditions du Septentrion, Silery, p. 92.
- (8) Akumovik, Ivan (1975), The Communist Party in Canada: A History, Toronto, McClelland and Stewart Limited, p. 3.
- (9) Belkin, Simon, op. cit., p. 95. Les bundistes dont parle Belkin sont des membres du Yiddish Arbeit Bund (L'Union des ouvriers juifs de Pologne, de Lituanie et de Russie), créé en 1897.
- (10) Il s'agit du premier d'une série de voyages à Montréal pour Emma Goldman.
- (11) "Arbeiter Freund" est également le nom d'un journal édité par Rudolf Rocker à Londres à la même époque.
- (12) Goldman, Emma (1908), The Joys of Touring in Mother Earth, vol.3, no. 3.
- (13) Beaulieu, André et al. (1984), La presse québécoise des origines à nos jours, tome quatrième, 1890-1905, p. 149. Dès 1901, il existait à Montréal une autre revue en espéranto intitulée "L'espérantiste canadien".
- (14) Gambone, Larry (1995), The Impossible, Red Lion Press, p. 3.
- (15) Benoit, Jacques (1982), Les anarchistes au Québec, une influence diffuse in La Presse, 3 mai, p. A2.
- (16) Roussopoulos, Dimitri (1980), L'après-référendum... une perspective anarchiste in L'Impasse (sous la direction de Nicole Laurin-Frenette et de Jean-François Léonard), Ed. Nouvelle Optique, p. 105.
- (17) Medresh, Israel, op. cit., p. 85.
- (18) La manifestation socialiste in La Patrie, 2 mai 1906, p. 1.
- (19) Larivière, Claude (1979), Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde (1865-1947), Éditions coopératives Albert Saint-Martin, p. 75.
- (20) Larivière, Claude (1975), Le 1er mai, fête internationale des travailleurs, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, p. 28.
- (21) La manifestation socialiste in La Patrie, 2 mai 1906, p. 1.
- (22) Groupe de chercheurs de l'Université du Québec à Montréal sur l'histoire des travailleurs québécois, L'action politique des ouvriers québécois (recueil de documents), p. 59-60.
- (23) À ce sujet: Portis, Larry (1985), IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis, Spartacus, pp. 138-140.
- (24) Guérin, Daniel (1970), Le mouvement ouvrier aux États-Unis 1867-1967, Ed. François Maspero, p. 36.
- (25) À ce sujet: The founding convention of the I.W.W. (1969), Merit Publishers, New-York, 616 p.
- (26) Logan, H.A. (1948), Trade Unions in Canada, MacMillan Co. of Canada, Toronto, p. 211.
- (27) Belkin, Simon, op. cit., p. 69. Au début du XX^e siècle, on désignait sous le nom de cloakmakers l'ensemble des travailleurs de l'industrie du vêtement féminin.
- (28) Toutes les informations sur cette révolte proviennent d'un livre de Jacques Keable, "La révolte des pêcheurs" aux éditions Lancôt.
- (29) Un quintal égale à 112 livres de poisson séché, c'est-à-dire vidé de son eau, de ses viscères, etc.
- (30) Keable, Jacques (1996), La révolte des pêcheurs, Lancôt Éditeur, p. 83.
- (31) Ibid, p. 91.
- (32) Ibid, p. 108.
- (33) McCormack, A. Ross (1977), Reformers, Rebels, and Revolutionaries: The Western Canadian Radical Movement

POUR CONTINUER LE DÉBAT APRÈS LES CHIENS ONT SOIF;

À PROPOS DES ANARS ET DE LEUR RELATION À

Depuis le succès remporté par son petit livre *Anarchisme* (1), Normand Baillargeon est sans doute devenu le libertaire le plus connu et le plus sollicité du Québec. Le professeur de l'UQAM a fait paraître l'automne dernier deux nouveaux titres : *La lueur d'une bougie*, transcription d'une conférence sur l'éducation et la raison, et *Les chiens ont soif*, dont il sera question ici.

Les chiens ont soif, présenté comme un recueil de «critiques et propositions libertaires», est en fait un pot-pourri des meilleurs textes publiés par Baillargeon au fil des ans. Les lecteurs et les lectrices de la presse alternative, comme *Le Couac* et *Espace de la parole*, risquent d'ailleurs de reconnaître une bonne partie des textes proposés. Les sujets abordés sont les dadas habituels de Baillargeon --le contraire eut été surprenant!-- soit les médias, l'éducation, l'économie et l'anarchisme. En général, même s'il jouit d'une plume plus heureuse et s'il est plus virulent que la moyenne, peu de choses distinguent la critique sociale de Baillargeon du reste de la gauche. Sinon que, pour Baillargeon, la critique n'est que l'un des versants de la montagne de travail à accomplir, l'autre étant la nécessité de proposer des alternatives. C'est surtout à ce chapitre que transparaît l'engagement libertaire de l'auteur. En effet, ses propositions alternatives, tout en étant résolument «moderne et réaliste» (2), sont également franchement «utopiques» et nécessiteraient une rupture marquée avec les paradigmes dominants.

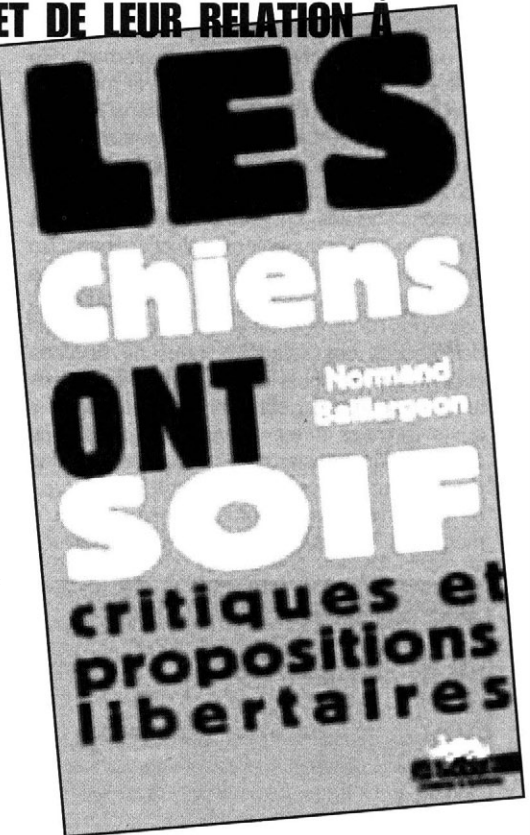
Sur les médias, l'auteur reprend essentiellement les analyses chomskiennes et vul-

garise le «modèle propagandiste des médias» qui est ensuite illustré dans quelques études de cas locales (notamment l'exode des cerveaux et la campagne pour les baisses d'impôts, deux exemples on ne peut plus liés). Sur l'éducation, Baillargeon fait une critique des orientations affairistes actuelles des institutions universitaires et rappelle les propositions et les expériences des anarchistes dans ce domaine. En matière économique, en plus de faire dans plusieurs textes une critique des dogmes néolibéraux actuels et de l'économisme ambiant, Baillargeon présente également un modèle économique alternatif développé aux É.-U. : l'économie participative (à ne surtout pas confondre avec le modèle social-démocrate de Porto Alegre). Sans être nécessairement géniales, les idées de l'économie participative ont au moins le mérite de poser (et de répondre assez bien à) la question «de quoi aurait l'air une économie non-capita-liste ?».

État, réformisme, anarchisme

C'est cependant au chapitre de l'anarchisme que ça se gâte, à mon avis. Premièrement, comme pour le reste du livre, il s'agit de textes recyclés (l'intro du chapitre est même carrément tirée de *Anarchisme*, c'est tout dire). Sauf erreur de ma part, ils avaient été publiés dans la revue *Argument* en réponse à des critiques faites suite à la publication de *Anarchisme*. Le hic, c'est que les textes critiques publiés alors ne sont bien sûr pas repris dans *Les chiens ont soif*, ce qui n'aide pas à la compréhension. Deuxièmement, Baillargeon écrit, à mon sens, quelques énormités qui prêtent inutilement flanc à la critique (3).

Dans le texte Précisions sur l'anarchisme,



au sous-titre «État, réformisme, anarchisme (4)», Baillargeon affirme que dans la lutte contre le néolibéralisme, en se portant à la défense d'un système de santé universel et public, en défendant l'accessibilité à l'éducation, en combattant les coupures dans l'aide sociale ou l'assurance chômage, en revendiquant des logements sociaux, etc., les anarchistes sont appelés, «si nous ne jouons pas avec les mots», à «se porter à la défense de certains aspects de l'État (5)».

Avant d'aller plus loin, il sera peut-être bon de préciser que l'auteur de ces lignes est impliqué dans ce type de lutte. Je pense aussi que, comme l'écrit Baillargeon, «en

(1) *Anarchisme*, Normand Baillargeon, l'île de la tortue, Montréal, 1999, 127 p. Repris en 2001 chez Agone / Comeau Nadeau sous le titre *L'Ordre moins le pouvoir, histoire et actualité de l'anarchisme*.

(2) C'est à dire que, sans renier les propositions classiques de l'anarchisme, les alternatives de Baillargeon sont actualisées et en phase avec la réalité sociale d'aujourd'hui.

(3) En tout cas, dans *Le Devoir*, on ne s'est pas gêner pour dire que l'anarchisme était dépassé puisque même les anarchistes défendaient l'État.

(4) *Les chiens ont soif*, p. 69.

(5) Idem, p. 71.

(6) Idem p.71.

attendant d'avoir imaginé et mis en place des alternatives qui correspondraient mieux à nos objectifs, on ne peut se contenter de dire aux enfants sous-alimentés ou aux personnes en attente de soins que l'État est un frein à leur liberté et que nous ne pouvons ni ne voulons rien faire pour assurer qu'ils soient nourris ou soignés, ici, maintenant, tout de suite. (6)»

Mais dire et écrire qu'en défendant un système de santé public et universel on défend en fait un aspect de l'État me semble abusif et une importante concession à nos adversaires autoritaires. Quand nous nous positionnons pour un système public et donc contre la privatisation, il me semble que ça ne signifie pas défendre l'État contre le marché. Ça veut simplement dire défendre un système public contre le marché... Non? Dans une société libertaire, sans État, il y a fort à parier qu'il y aurait quand même un système de santé et peut-être, dépendant des points de vues, un système d'éducation. Ces fonctions sociales ont été accaparées par l'État mais n'en sont aucunement le strict apanage. En fait, dans nos luttes, ce que nous défendons surtout, c'est un financement public adéquat. Les fonds de l'État étant en majeure partie tirés des poches des salariéEs, nous ne devrions avoir aucun scrupule à les revendiquer. Après tout, ou bien cet argent s'en ira en subventions aux entreprises ou au «service de la dette» --ce qui serait un transfert direct de richesses des couches moyennes vers la classe supérieure-- ou bien il va dans des programmes sociaux. À mon sens, il ne s'agit là que de récupérer une

partie de ce qui nous a été pris.

D'autre part, en accord avec Baillargeon, je ne pense pas que nous pouvons, dans nos luttes, faire l'économie du travail de critique et de propositions alternatives. Il est clair que les systèmes d'éducation et de santé actuels, même s'ils demeurent moins pires qu'une fois privatisés, ne sont vraiment pas géniaux. On ne peut pas simplement défendre le statu quo dans nos luttes, une erreur fréquente de «la gauche». Il est impératif, là comme ailleurs, de démasquer et dénoncer les hiérarchies et les autorités illégitimes. C'est ici que peut se faire la distinction entre une approche libertaire --du moins dans la dimension «contre-proposition» d'une lutte-- et une approche platement réformiste. Non seulement nous revendiquons un financement public mais nous entendons de surcroît subvertir le pa-radigme autoritaire en revendiquant également l'autonomie et l'autogestion (ce qui aurait pour effet de détacher définitivement le service public de la sphère étatique).

Il me semble que le défunt Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE) avait fait une certaine percée à ce sujet. Les revendications centrales du mouvement étaient au nombre de trois : financement public et adéquat, gratuité scolaire et démocratisation de l'éducation (autogestion). Il ne fut jamais question, au sein du mouvement, de défendre l'État en défendant l'éducation. La bataille de l'autonomie et de l'autogestion n'est évidemment pas une bataille facile, et, dans un monde autoritaire, elle est toujours à

refaire (voir les coops de travail ou d'habitation, par exemple), mais elle en vaut le coup. Il est de notre devoir, dans nos luttes, de toujours laisser la porte grande ouverte à une rupture potentielle avec le modèle dominant. En disant que nous défendons en fait l'État, nous fermons cette porte nous-mêmes à double tour. Comment pourrions nous réhabiliter l'utopie si nous clamons haut et fort que nous défendons au jour le jour la grisaille d'un quotidien autoritaire? Il faut ouvrir les fenêtres du possible, sinon on étouffe.

Comme le souligne Baillargeon, les parallèles à faire avec l'anarcho-syndicalisme à ce chapitre sont nombreux. Effectivement, «à l'époque où l'anarcho-syndicalisme était très présent, il ne serait venu à l'idée de personne de soutenir que, puisque les anarchistes en sont venus à penser qu'il faut défendre les salariés (sic), c'est qu'ils estiment que l'anarchisme n'a simplement plus prise sur le réel. (7)» Il faut dire que, dans le temps, il ne serait venu à l'idée d'aucun théoricienNE anarchiste de dire qu'en faisant grève pour une augmentation de salaire, les anarcho-syndicalistes défendaient un aspect du capitalisme...

Camille

Les Chiens ont soif, 180 p.

Normand Baillargeon

Agone/Comeau Nadeau, 2002

(7) Idem p. 70

Libération des femmes et projet libertaire

Ce petit bouquin a été écrit par des camarades françaises de l'Organisation communiste libertaire en 1998. Il s'agit surtout d'un bilan historique de la relation de l'anarchisme à la lutte anti-patriarcale et du mouvement de libération des femmes en France. En tant que synthèse historique de l'apport de l'anarchisme au mouvement des femmes (et vice-versa) ce livre est plus qu'intéressant et pertinent, même s'il est plutôt franco-français, surtout que les faiblesses des anarchistes, et leurs manques flagrants, sont largement couverts.

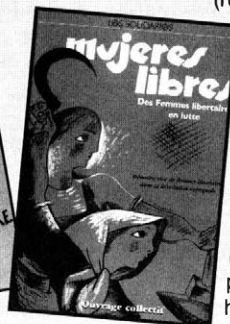
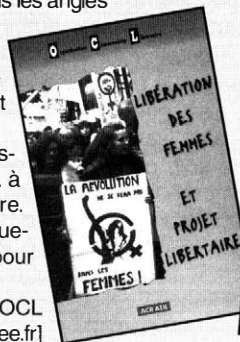
Malheureusement, le livre s'arrête aux années 1970 ce qui mine son utilité (pour "la suite", il faudra se référer à un excellent hors-série de la revue *Courant Alternatif* consacré à l'anarcha-féminisme). En dehors de la section historique, qui prend la moitié du livre, ce sont surtout les liens entre le patriarcat et le capitalisme qui sont abordés, sous les angles de l'imbrication des systèmes et de la double exploitation des femmes.

Je pense que c'est la meilleure introduction à la thématique que l'on peut actuellement trouver.

[Psssiitt... la NEFAC distribue ce livre de 150 p. à 15\$ l'exemplaire.

Contactez nefacquebec@yahoo.ca pour plus de détails.

Contact OCL
<http://oclibertaire.free.fr>



Femmes et révolution: Mujeres Libres

Le collectif français L@s Solidari@s a publié en 2000 des "mémoires vives de femmes libertaires dans la révolution espagnole" sous le titre *Mujeres Libres*, des Femmes libertaires en lutte.

Mujeres Libres est une organisation féministe assez unique dans l'histoire. Il s'agit en effet d'une organisation populaire mise sur pied en 1936 par des anarchistes pour lutter contre l'oppression des femmes autant sous un angle anticapitaliste, qu'antisexististe. *Mujeres Libres* s'est développée à un rythme foudroyant, regroupant en quelques mois plus de 20 000 femmes, la plupart ouvrières, dans des centaines de collectifs locaux fédérés par ville, régions et dans toutes la péninsule ibérique. L'organisation menait une triple lutte: sur le front du machisme (y compris anarchiste), sur le front de l'éducation et de la culture et sur le front de la place des femmes dans la révolution. C'est, à date, le seul exemple dans le monde d'une organisation de masse qui lie intimement lutte de classe et lutte antipatriarcale pour aboutir à un "féminisme prolétarien" (l'expression est de Mary Nash, auteure d'un livre sur le groupe dans les années 1970).

L'ouvrage proposé par L@s Solidari@s est un ouvrage collectif rassemblant mémoires de participantes, articles et tracts de l'époque ainsi qu'une très riche iconographie (plus de 30 pages de photos et de dessins). Les éditions du Monde libertaire ont également publiée deux biographies de militantes des *Mujeres Libres* qui avaient 16 ans lors de la révolution pour compléter cette ouvrage.

[Psssiitt... la NEFAC distribue ce livre de 330 p. à 20\$ l'exemplaire (brochures: 5\$ chacune). Contactez nefacquebec@yahoo.ca pour plus de détails. Contact des éditions du monde libertaire <http://www.federation-anarchiste.org>

15 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE.

LA BRUTALITÉ : UNE MANIFESTATION EXTRÊME DE LA "FORCE" POLICIÈRE.

LA POLICE: UNE GANG DE CRIMINELS ORGANISÉS ET LÉGALISÉS AU SERVICE DE L'ÉTAT ET DU CAPITAL.

La police fait constamment partie de nos vies. Dans les centres urbains de notre région, il est tout à fait normal de croiser une auto-patrouille à toutes les 2 minutes. On n'est plus surpris ou alerté quand on voit des policiers; on est surpris quand ils sont absents. Si la police est partout, la justice est nulle part; les forces de l'ordre appliquent un régime qui vise à écraser et criminaliser les pauvres et les sans-pouvoir lorsqu'ils remettent en cause leurs conditions de classe. Voler de la nourriture dans un supermarché est "illégal", car c'est contester la propriété privée légale des racks de l'alimentation. Agir politiquement de façon directe et autonome est "anti-démocratique" et "illégal", car la politique "légale" est strictement l'affaire de politiciens et de lobbyistes.

La police empêche des manifestations qui remettent en cause la paix sociale de nos dirigeants en disant que ce sont des attroupements "illégaux". La police brise des piquets de grève de grévistes "illégaux" pour faire passer des scabs "légaux". La police expulse des locataires de leurs logements et des squatters de leurs squats au nom d'un avis "légal" émis par des propriétaires immobiliers... Ce n'est pas une coïncidence si ce sont souvent les mêmes personnes qui se retrouvent dans l'illégalité et un autre groupe de personnes qui se retrouve dans la légalité. Pendant que la police parotège les privilèges des puissants, des décideurs, des dirigeants, des riches et des propriétaires... elle nous empêche de lutter, de s'organiser et parfois même de manger, de se loger et de vivre.

Mais, en plus de maintenir les chaînes du capitalisme et de l'État sur nous, la police se plait souvent à les resserrer, à augmenter leur tension jusqu'à ce que nos os se brisent et que notre sang coule. La police tabasse, torture,

brutalise et tue. Cette année, le 15 mars 2002, nous marcherons et protesterons en solidarité avec Carlo Giuliani, un anarchiste de 23 ans, tué en juillet dernier lors d'une manifestation anti-mondialisation à Gênes en Italie. Nous serons aussi avec Timothy Thomas, un jeune homme noir de 19 ans, tué par balles en avril dernier, la 15ième victime noire du meurtre policier à Cincinnati en 5 ans. Nous manifesterons en solidarité avec les insurgés de l'Argentine, et plus particulièrement avec les martyrs du soulèvement.

Encore plus, nous tenons à souligner notre appui à tous les victimes anonymes des forces de l'État. Des personnes qui, en plus d'avoir fait face à des actes brutaux, se retrouvent souvent isolés dans leur combat judiciaire contre les forces de l'ordre pour retrouver leur dignité et gagner une certaine justice. Il importe de faire savoir à ces gens là qu'il n'y a pas de honte à se faire brutaliser et que nous avons tous et toutes raison de nous révolter!

Nous saluons le travail de groupes comme le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) de Montréal, qui soutiennent activement les victimes de la brutalité policière. En plus de les guider à travers le processus légal en déontologie policière (si désiré), le COBP amène un appui amical à ces personnes et montre qu'un combat collectif plus large contre cette forme d'oppression est possible. Ils nous apprennent à nous toutes la précieuse leçon que face à la répression, la solidarité est notre arme la plus forte!

Nous croyons que c'est, entre autres, en luttant et en s'organisant avec les personnes qui ont été touchés de près par le fléau policier, ces personnes qui partagent notre rage face à l'autorité, que nous pourrions commencer à construire un vaste mouvement anti-autoritaire qui saura retracer les manifesta-

tions extrêmes de l'autorité jusqu'à sa source; la domination d'une classe sur une autre, le règne des riches et des dirigeants sur les pauvres et les dirigés.

Nous appelons à toutes les anarchistes révolutionnaires et aux sympathisants d'une révolution libertaire, à toutes les victimes de la brutalité policière et à toutes les personnes qui ne peuvent plus digérer le système d'injustice à participer à la sixième Journée internationale contre la brutalité policière. Depuis 6 ans, cette journée ne cesse de gagner en importance. Une culture de résistance face à la police est en train de naître! Cette lutte est réellement internationale; dans les dernières années, des "15 mars" ont eu lieu en Colombie, au Chili et à Chatanooga au Tennessee, entre autres.

Cette année, notre organisation, la Fédération des Anarcho-Communistes du Nord-Est (NEFAC), a décidé de se joindre au COBP pour aider dans la mobilisation pour la manifestation du 15 mars à Montréal et de tenir des événements contre la brutalité policière dans divers villes de la région. À Montréal, Québec, Toronto, Boston, etc. des manifestations, soirées d'information, show, etc. ont été organisés ou appuyés par les membres de la NEFAC. L'injustice de la police ne sera plus tolérée! Notre lutte n'a pas de frontières, c'est celle de notre classe à travers le monde! Pour l'anarchie et le communisme!

La Fédération des Anarcho-Communistes du Nord-Est (NEFAC) www3.sympatico.ca/emile.henry/nefac.htm
Pour plus d'information sur la Journée Internationale Contre la Brutalité Policière, consultez le site web de COBP à <http://tao.ca/~cobp>

Les abonnements aident à financer la revue, alors...

ABONNEZ-VOUS!



Abonnement et diffusion

☐ régulier (12\$, 4 numéros) ☐ soutien et hors-Canada (24\$)

nom: _____

adresse: _____

email: _____

☐ 2,75\$ la copie (3 ex. et plus)

2,50\$ la copie (10 ex. et plus)

☐ 2,00\$ la copie (20 ex. et plus)

nombre d'ex.: _____

[Hors-Canada : 30\$ pour 10

ex. ou 50\$Cdn pour 20 ex.]

Chèques à l'ordre de
«Groupe Émile-Henry»

Groupe Émile-Henry :
C.P. 55051, 138 St-
Vallier O., Québec
(Qc), G1K 1J0.